

SUPERSONIC imagine



Rapport financier semestriel



30 juin 2015

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Informations financières sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

SOMMAIRE

1. Personnes responsables	2
2. Rapport d'activité.....	4
3. Actions et actionnariat	23
4. Etats financiers consolidés semestriels	27
5. Rapport des commissaires aux comptes.....	65

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT

Tom Egelund, Président du directoire.

Adresse : 510, rue René Descartes, Les Jardins de la Duranne Bât E et Bât F, 13857 Aix-en-Provence

Courriel : tom.egelund@supersonicimagine.com

1.2. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Aix-en-Provence, le 14 septembre 2015

Tom Egelund
Président du directoire

1.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur Jérôme Destoppeleir

Vice-président exécutif et Directeur administratif et financier

Adresse : 510, rue René Descartes, Les Jardins de la Duranne Bât E et Bât F, 13857 Aix-en-Provence

Téléphone : +33 442 992 436

Télécopie : +33 483 075 167

Courriel : jerome.destoppeleir@supersonicimagine.com

2. RAPPORT D'ACTIVITE

2.1.	Présentation du groupe	5
2.1.1.	Informations concernant la société	5
2.1.2.	Présentation générale.....	5
2.2.	Faits marquants de la période	6
2.2.1.	Sur le rayonnement commercial	6
2.2.2.	A caractère financier	7
2.2.3.	Sur le gouvernement d'entreprise.....	8
2.3.	Analyse de l'activité	10
2.3.1.	Le chiffre d'affaires	10
2.3.1.	Le compte de résultats	12
2.3.2.	Le bilan	17
2.3.3.	Les flux de trésorerie	20
2.4.	Parties liées et engagements hors bilan.....	22
2.5.	Evenements postérieurs a la clôture	22
2.6.	Principaux risques et incertitudes.....	22
2.7.	Tendances et perspectives.....	22

2.1. PRESENTATION DU GROUPE

2.1.1. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

Le groupe SuperSonic Imagine est spécialisé dans la recherche et le développement, ainsi que la commercialisation, de systèmes d'imagerie médicale ultrasonore.

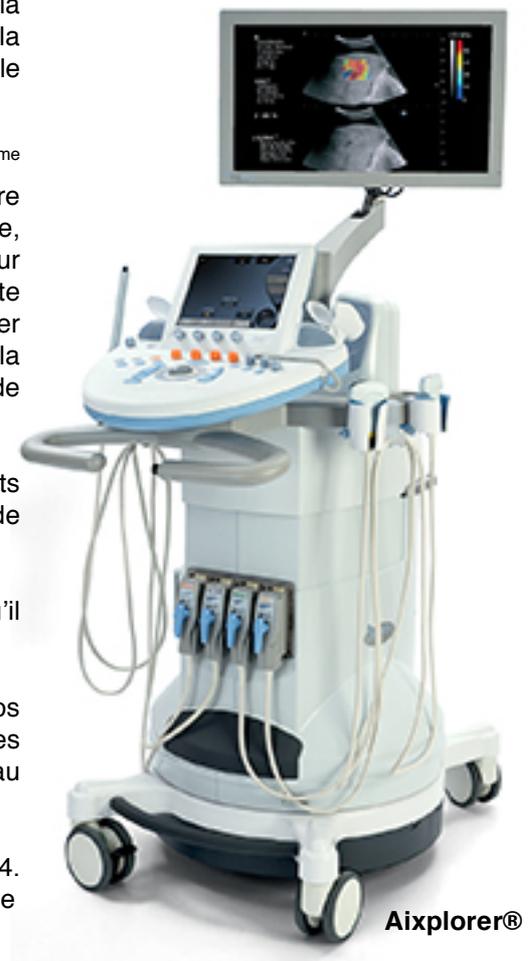
En 2009, il a mis sur le marché un échographe de 3^{ème} génération : l'Aixplorer®, doté d'une architecture radicalement nouvelle puisqu'entièrement logicielle, intégrant plusieurs innovations technologiques. Il a pour cela développé les logiciels liés (qui font partie intégrante de l'échographe Aixplorer®), permettant de diagnostiquer en temps réel les lésions mammaires, de la thyroïde, de la prostate, du foie et de l'abdomen par la mesure de l'élasticité des tissus (l'élastographie).

Le groupe est titulaire ou co-titulaire de nombreux brevets développés en propre, acquis, ou dans le cadre de contrats de licence.

Le groupe sous traite la production des échographes qu'il commercialise.

L'adresse du siège, périmètre du Groupe et numéros d'enregistrements légaux sont mentionnés en note 1.1 des Etats financiers consolidés semestriels présentés au chapitre 4 du présent rapport.

La société est cotée sur NYSE Euronext depuis avril 2014. Les actions sont dès lors admises à la négociation sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.



Aixplorer®

2.1.2. PRESENTATION GENERALE

La présentation de la Société et du Groupe est détaillée dans le Document de Référence disponible sur le site internet de la société dans la section Investisseurs, au chapitre 6.2 page 45. Ce document de référence a obtenu le visa de l'AMF numéro 15-027 en date du 28 avril 2015.

2.2. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

2.2.1. SUR LE RAYONNEMENT COMMERCIAL

Le chiffre d'affaires de la période s'élève à 8,3 millions d'euros, soit une croissance de 2% à devises courantes, et une décroissance de 6% à devises constantes par rapport à la même période en 2014.

La forte dynamique de croissance en Asie, et notamment en Chine avec +124% de croissance, est compensée par une moindre contribution des ventes indirectes aux Etats-Unis, dans une étape de transition vers une force de vente directe plus conquérante.

Les Autres revenus, non récurrents par nature, s'élèvent à 0,5M€ contre 1,1M€ sur les semestres comparés.

Certification de l'Aixplorer® au Japon

En mai 2015, le groupe a obtenu la **certification nécessaire à la commercialisation de la dernière version de l'Aixplorer® sur le marché japonais, 3^{ème} marché mondial.**

Préalablement à cette autorisation, le groupe avait conclu un **accord de distribution exclusif avec le groupe japonais Konica Minolta** pour la distribution de l'Aixplorer® dans ce pays.

Ces 2 accords vont permettre de renforcer la couverture géographique du groupe déjà très international, dans un pays clé pour la croissance de SuperSonic Imagine.



Kazuyoshi Hata, président du département Healthcare de Konica Minolta et Jacques Souquet, fondateur et directeur de l'innovation de SuperSonic Imagine

Le Directeur Général de la Division Ultrasons de Konica Minolta, Keijiro Asayama, déclarait alors « Nous sommes très heureux de référencer l'échographe Aixplorer® dans notre portefeuille d'appareils d'imagerie médicale. Aixplorer® repousse les limites de l'échographie conventionnelle. Sa technologie pionnière est en parfaite adéquation avec la politique de notre société qui est de fournir des produits innovants et de grande qualité à ses clients ».

Conclusion de l'étude clinique sur le foie

En avril 2015, le groupe annonce les résultats de son **étude clinique sur le foie, confirmant la précision de la technologie Sharewave™ comme une alternative à la biopsie** pour déterminer les stades des maladies chroniques du foie (fibrose, cirrhose ...).

Cette analyse a démontré la capacité remarquable de l'élastographie Sharewave™ à déterminer la sévérité de la maladie dans une large population de patients. Plus particulièrement, les résultats ont montré que cette technologie est capable d'évaluer avec précision la sévérité de la fibrose hépatique due à l'hépatite C, l'hépatite B et la stéatohépatite non alcoolique.

L'examen par Sharewave™ est non invasif et facile à réaliser, contrairement aux biopsies qui présentent un taux de morbidité significatif, des coûts élevés liés à la procédure et éventuellement à une hospitalisation, et une imprécision clinique car elle sous-estime la fibrose dans 10 à 30 % des cas 3-4.

Restructuration de la force commerciale aux Etats-Unis

Le groupe a entamé au cours du semestre la **restructuration de sa force commerciale aux Etats-Unis** qui se composait jusqu'alors :

- du canal indirect au travers d'un accord d'exclusivité sur le marché du sein avec un distributeur local,
- du canal direct sur le reste du marché.

A compter de mars 2015, l'accord avec le distributeur perdure, mais sur une base non exclusive, afin que la force de vente directe puisse également adresser directement le marché du sein aux Etats-Unis, premier marché mondial.

A cette fin, le groupe a restructuré et renforce la force de vente localement.

2.2.2. A CARACTERE FINANCIER

Conclusion du contrôle fiscal

Le 17 mars 2014, la Société avait été informée d'un **contrôle fiscal** portant sur les années 2011 et 2012. Le 13 mars 2015, l'administration fiscale a rendu ses conclusions, confirmant la position retenue dans les états financiers au 31 décembre 2014, à savoir l'absence d'impact financier.

Accord d'intéressement des salariés

SuperSonic Imagine a mis en place en 2014 un **accord d'intéressement** des salariés aux résultats du Groupe, pour une période de trois ans couvrant les années 2015, 2016 et 2017.

Le choix des modalités de calcul est fondé sur la volonté d'associer l'ensemble des salariés aux objectifs clés de la Société (i) amélioration du résultat opérationnel et (ii) croissance du chiffre d'affaires.

Cet accord n'a pas d'impact financier sur le semestre.

2.2.3. SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Gouvernance d'entreprise - directoire

Dix ans après la création de SuperSonic Imagine et après avoir amené avec succès la Société du statut de start-up à celui d'une entreprise reconnue internationalement comme acteur significatif dans le monde de l'imagerie médicale, Jacques Souquet, âgé de 67 ans, co-fondateur et président du directoire, a souhaité prendre du recul par rapport aux opérations pour se focaliser sur l'innovation au sein du Groupe.

De ce fait, en septembre 2014, **Tom Egelund**, médecin ayant ensuite exercé des fonctions de haute direction dans des sociétés high tech internationales depuis 25 ans, a rejoint le Groupe en tant que Directeur des Opérations et membre du directoire. A cette date, le conseil de surveillance envisageait déjà de le nommer au poste de président du directoire en remplacement de Jacques Souquet au 1^{er} avril 2015. Ceci a été acté comme prévu.



Suite à la nomination de Tom Egelund, **Jacques Souquet**, président du directoire jusqu'au 1^{er} avril 2015, est devenu Directeur de la stratégie et de l'Innovation à compter de cette date et reste membre du directoire. Dorénavant il se consacre intégralement aux problématiques de stratégie et à la politique d'innovation du Groupe en se focalisant sur des concepts novateurs d'imagerie médicale par ultrasons et leurs applications cliniques. Par ailleurs, Jacques Souquet a récemment été nommé à l'Académie Française des Technologies où il participe à l'élaboration des projets et des réflexions sur l'imagerie médicale au niveau national et européen.

Le 15 avril 2015, après plus de 4 années passées au sein du Groupe, **Gordon Waldron**, membre du directoire et Directeur administratif et financier a quitté ses fonctions. Durant cette période, il a grandement participé à l'ascension du Groupe en pilotant avec brio deux levées de fonds majeures et en menant à bien l'introduction en bourse de la Société sur Euronext l'année dernière. Sa décision de partir résulte d'un choix strictement personnel et n'est aucunement lié à un quelconque motif professionnel au sein de la société.

Monsieur **Jérôme Destoppeleir** a succédé à Gordon Waldron dans ses fonctions au mois de mai 2015. Diplômé d'HEC Paris, il a démontré des qualités professionnelles de premier plan tout au long de son parcours où il a exercé le poste de directeur financier dans des groupes de renommée internationale.



Le 30 avril 2015, **Bradley Garrett**, Directeur de la satisfaction client, production, qualité, affaires réglementaires et SAV et membre du directoire, a quitté ses fonctions afin de prendre sa retraite. Il avait rejoint la société lors de sa première année en 2005, et y a apporté une remarquable contribution, jouant un rôle de premier plan dans l'accomplissement de la mise sur le marché de l'Aixplorer®.

Il a été remplacé par **Philippe Lutman**, au poste de directeur des opérations et membre du directoire. Il a acquis une expérience de plus de 25 ans à des postes de direction au sein d'entreprises de haute technologie, notamment dans le secteur des dispositifs médicaux, des télécommunications et des médias numériques.



L'évolution de la composition du directoire se présente comme suit :

	Au 30 juin 2015	Au 31 déc 2014	Fonction exécutive
Président	Tom Egelund	Jacques Souquet	
Membre	Claude Cohen-Bacrie	Claude Cohen-Bacrie	Directeur du programme R&D
Membre	Philippe Lutman	Tom Egelund	Directeur des opérations
Membre		Bradley Garret	Directeur de la satisfaction client, production, qualité, affaires réglementaires et SAV
Membre	Kurt Kelln	Kurt Kelln	Directeur commercial
Membre	Jérôme Destoppeleir	Gordon Waldron	Directeur administratif et financier
Membre	Jacques Souquet		Directeur de la stratégie et de l'innovation

Gouvernance d'entreprise – Conseil de surveillance

Tel que précisé dans le Document de base dès le mois de mars 2014, **Johannes Barella**, président du conseil de surveillance, avait indiqué lors du second renouvellement de son mandat par l'assemblée générale des actionnaires du 3 mars 2014, ne pas souhaiter aller à son terme pour des raisons personnelles.

Il a quitté ses fonctions le 29 mai 2015 après 6 années à ce poste, apportant sa précieuse contribution pour faire de SuperSonic Imagine un acteur de premier plan dans le domaine de l'imagerie médicale par ultrasons.



Il a été remplacé à cette date par **Bernard Doorenbos** en qualité de président par intérim du conseil de surveillance. Bernard Doorenbos a débuté sa carrière en 1983 au sein de la division Medical Systems de Phillips. Par la suite, il a passé l'essentiel de sa carrière à la direction générale de sociétés cotées, ainsi qu'à la tête de plusieurs entreprises industrielles.



A cette même date, **Hermann Requardt** a été nommé expert indépendant auprès du Conseil de Surveillance et du Directoire de SuperSonic Imagine, afin de leur apporter sa grande expertise et sa connaissance sectorielle. Hermann Requardt, 60 ans, a débuté sa carrière en 1984 au sein du groupe Siemens, avant d'être désigné à la tête de Siemens Healthcare et du Département Corporate Technology en 2008.

2.3. ANALYSE DE L'ACTIVITE

2.3.1. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014	Var K€	Var en %
1er trimestre	3 232	2 921	311	11%
2ème trimestre	5 019	5 198	(179)	-3%
1er semestre - chiffre d'affaires	8 251	8 119	132	2%
Autres revenus	491	1 097	(606)	-55%
Revenus totaux	8 742	9 216	(474)	-5%

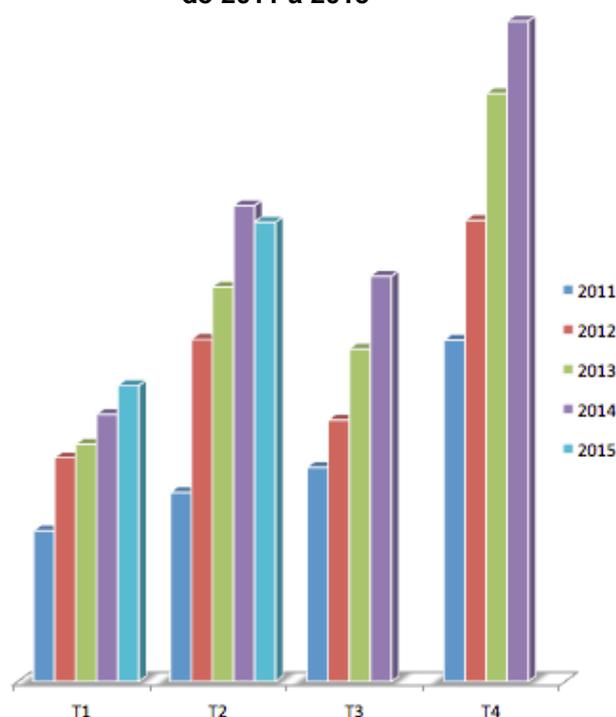
Le chiffre d'affaires du groupe correspond aux revenus des activités récurrentes du groupe, par opposition aux Autres revenus qui eux, non récurrents par nature, correspondent aux produits d'accès à la technologie du groupe.

Nous détaillerons donc ici les variations du chiffre d'affaires de la période, s'élevant à 8,3M€ sur S1 2015, contre 8,1M€ sur S1 2014, soit une progression de 2%.

Cette performance faible se pose en opposition par rapport à l'histoire du groupe illustrée ci contre, qui affiche un seul trimestre de recul (-3%) depuis 2011.

Le chiffre d'affaires du semestre masque des performances contrastées par zones géographiques (détaillées ci-après), et une modification significative de la répartition des canaux de distributions sur la zone Amériques (également détaillé ci-après).

Croissance des revenus trimestriels de 2011 à 2015



2.3.1.1. CA PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

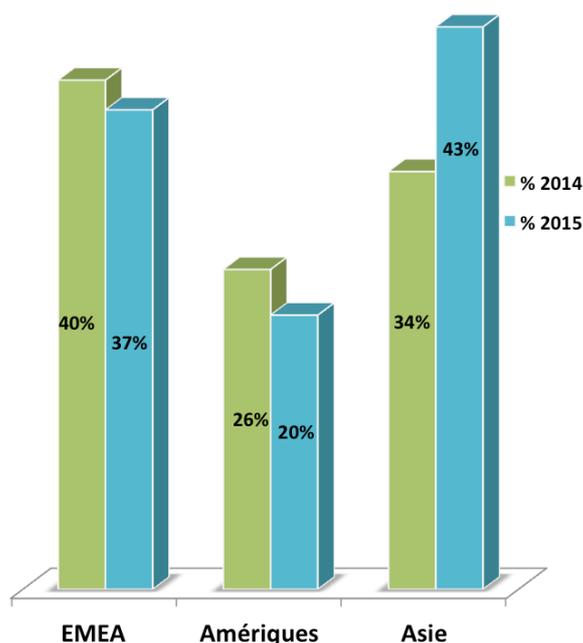
En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014	Var K€	Var en %
Asie	3 554	2 794	760	27%
EMEA	3 030	3 250	(220)	-7%
Amériques	1 667	2 075	(408)	-20%
Chiffre d'affaires 1er semestre	8 251	8 119	132	2%

% de répartition du chiffre d'affaires

La croissance du chiffre d'affaires par zones géographiques est marquée par des performances contrastées selon les zones.

La zone Asie affiche une très bonne progression, neutralisée au niveau du groupe par la zone Amériques principalement, et la zone EMEA dans une moindre mesure.

Les taux de répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques sont présentés ci contre.



La **très bonne performance de l'Asie** est essentiellement portée par :

- +124% de croissance en Chine sur les semestres comparés. Véritable réservoir de croissance pour le groupe, la Chine est un marché non mature dans le secteur de l'imagerie médicale, et est de surcroît dans une phase de constitution de son équipement dans ce secteur ;
- un bon démarrage au Japon, 3^{ème} marché mondial, seulement 1 mois après avoir obtenu la certification nécessaire à la commercialisation de l'Aixplorer®, où le Groupe distribue en partenariat avec le distributeur japonais Konica Minolta.

La **zone EMEA** (Europe, Middle East & Africa) affiche une décroissance de 7% sur le semestre.

Le facteur de décroissance de cette zone est la France où le changement de marché sur lequel opère le groupe a impacté négativement le volume des ventes au premier trimestre. Les actions correctives mises en place ont porté leurs premiers fruits dès le second trimestre sans pour autant pouvoir rattraper le retard pris. A performance égale en France, la zone EMEA aurait affiché une croissance à 2 chiffres.

Les ventes de la **zone Amériques** ne sont pas à la hauteur des attentes du groupe, essentiellement du fait de la transition commerciale en cours aux Etats-Unis, avec une moindre contribution du canal indirect. Le groupe y déploie un plan d'exécution commerciale plus conquérant, investissant sur la force de vente directe, qui devrait également conduire à une amélioration des marges.

2.3.1.2. CA PAR PRODUITS - SERVICES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014	Var K€	Var en %
Produits	7 440	7 400	40	1%
Services	811	719	92	13%
Chiffre d'affaires 1er semestre	8 251	8 119	132	2%

L'évolution du chiffre d'affaires produit est détaillée ci-dessus au travers de la répartition par zones.

Le chiffre d'affaires Services progresse de 13% à 0,8M€ au S1 2015 contre 0,7M€ au S1 2014.

2.3.1. LE COMPTE DE RESULTATS

Le compte de résultat de la période se résume comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Chiffre d'affaires	8 251	8 119
Autres revenus	491	1 097
Revenus	8 742	9 216
Coût des ventes	(4 908)	(5 039)
Marge brute	3 834	4 177
Marge brute sur chiffre d'affaires⁽¹⁾	3 343	3 080
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires⁽²⁾	40,5%	37,9%
Résultat opérationnel courant	(7 041)	(4 399)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	-	(319)
Résultat opérationnel	(7 041)	(4 718)
Résultat financier	151	(208)
Résultat avant impôts	(6 889)	(4 926)
Charge d'impôts sur le résultat	(62)	(47)
Résultat net	(6 951)	(4 973)

2.3.1.1. LA MARGE BRUTE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Marge brute sur Chiffre d'affaires	3 343	3 080
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires	40,5%	37,9%
Marge brute sur revenu total	3 834	4 177
Taux de marge brute en % du revenu total	43,9%	45,3%

La marge brute sur chiffre d'affaires progresse de 9% :

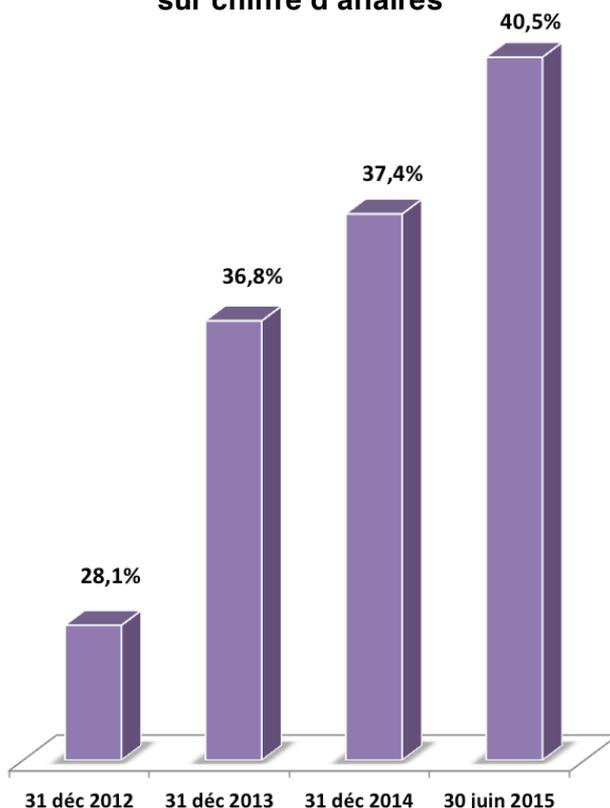
<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Chiffre d'affaires	8 251	8 119
Coût des ventes	(4 908)	(5 039)
Marge brute sur Chiffre d'affaires	3 343	3 080
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires	40,5%	37,9%

La marge brute sur chiffre d'affaires exclut les Autres revenus ne générant aucun Coût des ventes. A ce titre elle représente pour le groupe la marge brute issue des revenus récurrents de l'activité, à savoir la commercialisation d'Aixplorer® et les services associés.

Le taux de marge brute sur chiffre d'affaires progresse de près de 3 points à 40,5% contre 37,9% sur le premier semestre 2014.

En valeur, la marge brute sur chiffre d'affaires s'élève à 3,3M€ contre 3,1M€ sur les semestres comparés, soit une progression de 9%.

Evolution du taux de marge brute sur chiffre d'affaires



Cette progression s'inscrit dans la tendance du groupe à l'augmentation des marges brutes, illustrée ci contre.

Cette tendance de fond résulte d'un effet volume ainsi que des efforts continus du groupe en vue de réduire les coûts directs de production.

A titre d'exemple, le groupe a initié en 2013 le projet de relocalisation de la production des échographes. Anciennement assemblés en Ecosse, ils sont depuis 2014 assemblés en Malaisie, et ont ainsi permis de générer des économies directes de coûts.

Il est à noter que la progression de la marge depuis 2014 a été ralentie par un nouveau contrat de licence générant le versement de royalties (ce contrat est décrit dans le document de référence au chapitre 20.1, note 34.1).

La marge brute sur chiffre d'affaires de ce semestre bénéficie pleinement des réductions de coûts liés à la production des échographes en Malaisie, le stock produit depuis l'Ecosse ayant été totalement écoulé en 2014. Elle bénéficie également de la hausse du dollar dans la mesure où une partie des échographes vendus sur ce semestre a été achetée à un dollar plus faible en 2014.

La marge brute sur revenus totaux

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Chiffre d'affaires	8 251	8 119
Autres revenus	491	1 097
Coût des ventes	(4 908)	(5 039)
Marge brute sur revenu total	3 834	4 177
Taux de marge brute en % du revenu total	43,9%	45,3%

La marge brute sur revenus totaux intègre en sus de celle sur chiffre d'affaires, le produit des Autres revenus, produits générant 100% de marge.

Sur ce semestre, l'impact sur cette marge de la baisse des Autres produits (-606K€) est limité grâce à l'amélioration de la marge brute sur chiffre d'affaires (+131K€). En conséquence de quoi la marge brute sur revenu total diminue de -343K€ à 3 834K€.

2.3.1.2. LES CHARGES OPERATIONNELLES

Les dépenses opérationnelles des semestres comparés s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Frais commerciaux et de marketing	5 569	5 387
Frais de recherche et développement	1 689	1 584
Frais généraux et administratifs	3 598	1 782
Autres produits / (charges) opérationnels	19	(177)
Charges opérationnelles courantes	10 875	8 576

Les dépenses opérationnelles ont augmenté de 2,3M€ sur les périodes comparées, principalement du fait des frais généraux et administratifs décrits ci-après.

Les frais commerciaux et de marketing : +3% à 5,6M€

Ce poste représentait un des axes d'investissement post introduction en bourse : ces dépenses ont été maîtrisées (en hausse de 3% à 5,6M€), et la relative stagnation masque des effets inverses, notamment sur les dépenses de personnels.

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Personnel	2 807	2 729
Honoraires, Services extérieurs	859	1 004
Frais de voyage et d'animation	1 262	1 193
Dotations aux provisions et amortissements	191	193
Autres	450	268
Total	5 569	5 387

Le groupe a **renforcé les équipes de forces de ventes** (+8% sur l'effectif), essentiellement sur les 2 zones à fort potentiel de croissance que sont la Chine et les Etats-Unis. En contrepartie, les dépenses connexes (marketing et associés) ont été optimisées. Un autre effet compensant la hausse des dépenses est celui des commissions sur ventes directes, minorées sur le semestre dans la mesure où les 2 zones à salaires élevés (Etats-Unis et France) n'ont pas été vecteurs de croissance sur ce semestre.

Les frais de recherches et développement : +7% d'impact en charges

La majorité des dépenses R&D sont immobilisées dans la mesure où elles remplissent les critères IAS 38. Il convient donc d'analyser séparément les dépenses de R&D engagées (quel que soit le traitement comptable – charge ou immobilisation), et les dépenses maintenues en charges (dépenses engagées minorées des montants immobilisés).

Les dépenses engagées (avant immobilisation), se définissent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Dépenses engagées	4 336	3 631
Subventions et CIR	(986)	(1 371)
Total dépenses engagées, nettes	3 350	2 260

Les dépenses brutes de R&D engagées progressent de 19% soit 0,7M€ à 4,3M€, essentiellement sur les postes de personnel et honoraires (+0,6M€). Ces derniers correspondent aux axes d'investissements prioritaires annoncés dans le cadre de l'introduction en bourse, l'un des objectifs de ces investissements étant d'accélérer la mise sur le marché de la prochaine génération d'échographes du Groupe.

Les dépenses engagées, nettes des subventions et CIR, augmentent de 1,1M€ à 3,3M€, du fait de l'impact significatif des subventions reçues au S1 2014 (+0,6M€ par rapport au S1 2015).

Les charges de R&D (soit les dépenses nettes, après immobilisation), sont comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Charges de R&D	1 759	2 594
Subventions et CIR	(70)	(1 011)
Total charges de R&D maintenues en résultat	1 689	1 584

Malgré une augmentation des dépenses de R&D engagées de +19%, les charges de R&D diminuent de -32% à 1,8M€. Tel qu'indiqué ci-dessus, grâce aux fonds de l'introduction en bourse réalisée en avril 2014, le groupe a augmenté le rythme de son activité de R&D en vue d'une mise sur le marché de la prochaine génération d'échographes plus rapidement que prévu.

Cependant, les dépenses supplémentaires engagées ont été largement immobilisées et n'impactent donc pas les résultats de la période.

Les frais généraux et administratifs: +1,8M€ dont 0,5M€ sans impact trésorerie

De la même façon que pour les dépenses analysées ci-dessus, la lecture des variations décrites ci-après doit se faire en tenant compte du changement de statut du groupe entre le S1 2014 où la société n'était pas cotée, et le S1 2015.

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Personnel	1 852	845
Honoraires, Services extérieurs	1 395	649
Frais de voyage et d'animation	132	92
Dotations aux provisions et amortissements	106	142
Autres	113	55
Total	3 598	1 782

Les frais G&A augmentent de 1,8M€, essentiellement du fait de la masse salariale et des honoraires et associés, représentant 97% de la hausse.

Ces dépenses supplémentaires sont majoritairement liées aux changements de gouvernance, générant 1,1M€ de variation en comparaison au S1 2014. Il est à noter que la moitié de l'impact correspond à une écriture purement IFRS n'ayant aucune contrepartie en trésorerie : 0,5M€ suite à l'octroi d'options de souscriptions d'actions en fin d'année 2014. Le reste de la variation se compose essentiellement d'honoraires de recrutement pour les nouveaux mandataires sociaux et de charges salariales supplémentaires notamment dans la mesure où le directoire compte 1 membre de plus sur les semestres comparés.

Les autres montants impactant ces dépenses portent sur divers postes ponctuels ou récurrents, tels que les frais induits par la cotation des titres sur un marché réglementé (0,1M€), ou une étude réalisée portant sur la valorisation de la stratégie à moyen terme du groupe (0,1M€), ou encore la modification analytique de dépenses transverses (impact non cash répartis sur l'ensemble des autres départements (0,1M€).

Autres produits / (charges) opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Autres produits (charges opérationnels)	(19)	177

Les Autres dépenses opérationnelles comprenaient en S1 2014 des reprises de provisions clients suite à des encaissements de créances provisionnées.

2.3.1.3. LE RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat financier	151	(208)

Le résultat financier de la période bénéficie des gains de change suite à la remontée du dollar US.

2.3.1.4. LE RESULTAT NET

Le résultat net de la période est une perte de 6 951K€ contre une perte de 4 973K€ au S1 2014.

2.3.2. LE BILAN

Le bilan se résume ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Total des actifs non courants	12 347	11 251
Total des actifs courants	19 777	18 460
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 987	42 204
Total de l'actif	63 111	71 915

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Total des capitaux propres	44 278	51 062
Total des passifs non courants	6 672	6 643
Total des passifs courants	12 162	14 210
Total du passif et des capitaux propres	63 111	71 915

2.3.2.1. LA TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Disponibilités	6 515	5 575
Valeurs mobilières de placement	24 472	36 630
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 987	42 204

La trésorerie au 30 juin 2015 s'élève à 31,0M€ contre 42,2M€ au 31 décembre 2014. Le détail de la consommation de la trésorerie est repris dans la section suivante 2.3.3.

2.3.2.2. LES ACTIFS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Immobilisations incorporelles	8 522	7 464
Immobilisations corporelles	1 438	1 279
Autres actifs non courants	2 387	2 509
Total des actifs non courants	12 347	11 251

L'augmentation des actifs non courants s'élève à 1,1M€ nette des dotations et amortissements de la période, et s'explique essentiellement par l'activation des dépenses de R&D (1,6M€) affectées à des projets éligibles à la capitalisation selon les critères IAS 38.

Ces dépenses portent pour 1,0M€ sur l'Aixplorer®, et pour 0,6M€ sur la prochaine génération d'échographe.

2.3.2.3. LES ACTIFS COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Stocks	6 424	4 234
Clients et comptes rattachés	7 508	8 417
Autres actifs courants	5 845	5 809
Total des actifs courants	19 777	18 460

Les actifs courants progressent de 1,3M€ expliqués par :

✓ **+2,2M€ d'augmentation du niveau de stock :**

Le niveau de stock au 30 juin est structurellement plus important qu'au 31 décembre qui succède au plus important mois de vente de l'année civile (le mois de décembre représentant 30 à 40% des ventes annuelles).

Le niveau de stock à la date de clôture est par ailleurs plus élevé du fait (i) des moindres ventes du semestre détaillées ci-dessus et (ii) du plan d'approvisionnement des échographes linéaire sur l'année, constituant structurellement un stock croissant jusqu'en décembre où la demande est la plus forte (35 à 40% des ventes annuelles sont réalisées sur ce seul mois).

✓ **-0,9M€ de baisse du poste clients**, principalement du fait du chiffre d'affaires généré sur la période, moindre que le chiffre d'affaires généré en fin d'année civile.

✓ **Stabilité des Autres actifs courants**, malgré 2 variations de 0,7M€ se compensant sur :
 (i) la ligne de Crédit d'Impôt Recherche ne comportant au semestre que 6 mois de crédit d'impôt contre 12 mois au 31 décembre, soit une diminution de 0,7M€ ; ainsi que sur
 (ii) le poste de TVA dont le solde a significativement évolué depuis que les systèmes sont importés de Malaisie (incluant de la TVA à l'import à régler dès les passages en douanes) tandis qu'au sein de l'UE aucune TVA n'était à avancer. Le groupe a mis en place des dispositifs permettant de réduire les avances de TVA qui devraient porter leurs fruits sur le second semestre et limiter ainsi la trésorerie monopolisée par la TVA.

2.3.2.4. LES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Capital	1 609	1 607
Primes d'émission	58 937	58 924
Réserves consolidées	(9 317)	1 640
Résultat	(6 951)	(11 108)
Total des capitaux propres	44 278	51 062

Les variations Capital et Primes d'émission correspondent aux actions nouvellement créées suite à l'exercice de stock option, BSA et BSPCE.

Les réserves consolidées sont impactées sur la période essentiellement par le résultat 2014 (-11 108K€), la valorisation des stock options attribuées en septembre 2014 (+422K€) ainsi que les actions auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité (-201K€).

Le détail est présenté dans les annexes aux comptes consolidés au chapitre 4 du présent rapport.

2.3.2.5. LES PASSIFS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Dettes financières – Part long terme	5 600	5 562
Engagements de retraite	401	364
Provisions et autres passifs non courants	671	716
Total des passifs non courants	6 672	6 643

Les passifs non courants ne présentent pas de variation significative et se composent de :

- ✓ **Dettes financières – part à long terme** constituées de (i) la part à plus d'un an des 2 avances remboursables Bpifrance (anciennement Oséo) reçues par la société pour 0,7M€, et de (ii) l'emprunt obligataire de 5,0M€ souscrit en décembre 2013 (4,8M€ nets des frais d'émission) ;
- ✓ **Engagements de retraite** à hauteur de 0,4M€, correspondant à l'estimation de l'engagement de la société vis à vis de ses salariés au jour de leur départ en retraite ;
- ✓ **Autres passifs non courants** correspondant (i) aux paiements futurs actualisés des redevances minimales et fixes sur les brevets et licences pour 0,5M€ et (ii) aux produits des contrats de maintenance à reconnaître en résultat à plus d'un an pour 0,2M€

2.3.2.6. LES PASSIFS COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Dettes financières – Part court terme	3 021	3 021
Fournisseurs et dettes rattachées	4 165	4 525
Provisions et autres passifs courants	4 976	6 664
Total des passifs courants	12 162	14 210

Les passifs non courants diminuent de 2,1M€, expliqués par :

- ✓ **Stabilité de la dette financière** qui se compose d'un crédit de trésorerie court terme de 3,0M€ et d'intérêts financiers courus sur la période.
- ✓ -0,4M€ de diminution de la ligne **fournisseurs et rattachés**, soit 8%
- ✓ -1,7M€ de baisse des **Autres passifs courants** principalement expliqués par (i) 0,5M€ de produits encaissés en 2014 et reconnus en résultats sur ce semestre; ainsi que (ii) 1,1M€ de diverses dettes sociales provisionnées au 31 décembre 2014 et versées sur le premier semestre 2015. Elles correspondent essentiellement à la dette sociale générée par l'attribution de stock-options en septembre 2014, aux commissions variables structurellement élevées au mois de décembre (sur lequel se dénouent 30 à 40% des ventes annuelles) ainsi que l'ensemble des rémunérations variables annuelles des salariés et dirigeants.

2.3.3. LES FLUX DE TRESORERIE

Les principales variations de trésorerie sur les premiers semestres 2015 et 2014 se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(8 833)	(5 597)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 875)	(1 502)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(439)	49 073
Variation de trésorerie nette	(11 148)	41 974
Trésorerie à l'ouverture	42 204	6 437
Reclassement de trésorerie en Actifs non courants	-	(2 000)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie	(70)	(56)
Trésorerie à la clôture	30 987	46 355

2.3.3.1. LES FLUX OPERATIONNELS

La consommation de trésorerie liée aux activités opérationnelles se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net	(6 951)	(4 973)
Capacité d'autofinancement (CAF)	(5 138)	(4 301)
Stocks	(2 190)	5
Clients et comptes rattachés	909	257
Autres créances	(878)	(1 254)
Crédit d'impôt recherche et subventions d'exploitation	654	(659)
Fournisseurs et autres passifs	(2 044)	431
Impôts sur le résultat payés	(146)	(76)
Variation du besoin en fonds de roulement :	(3 695)	(1 296)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(8 833)	(5 597)

La capacité d'autofinancement (à savoir la consommation nette de trésorerie liée aux activités opérationnelles avant variation du besoin en fond de roulement) pour les semestres comparés s'est respectivement élevée à -5,1M€ et -4,3M€ sur le S1 2015 et le S1 2014.

Cette détérioration de 0,8M€ est principalement portée par la baisse du résultat net (-2,0M€), compensée par les éléments non cash de la période (+0,5M€ de charges liées aux stock options attribuées, +0,3M€ de dotations).

Le besoin en fond de roulement (BFR) augmente de 3,7M€ sur le semestre :

- Le BFR est structurellement en augmentation sur le premier semestre de l'année du fait de la saisonnalité de l'activité: la fin d'année étant la principale source de revenus de l'exercice, les stocks y sont bas et les dettes fournisseurs moindres dans la mesure où les approvisionnements sont majoritairement réglés au 31 décembre.
- Cette dégradation s'explique également par l'accroissement des dépenses engagées par le groupe suite à l'introduction en bourse de la société en avril 2014 (objectifs d'investissements dans la force commerciale et la R&D), reflétée par une augmentation des dettes fournisseurs.

2.3.3.2. LES FLUX D'INVESTISSEMENTS

La consommation de trésorerie liée aux activités d'investissement se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(571)	(383)
Acquisitions et production d'immobilisations incorporelles	(2 587)	(1 049)
Encaissement de CIR alloué aux frais de développement	1 221	-
Encaissements / décaissements d'immobilisations financières	17	(135)
Produits d'intérêts encaissés et PV de cessions d'instruments de trésorerie	45	64
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 875)	(1 502)

La principale variation (-1,5M€) porte sur les immobilisations incorporelles et correspond à l'activation des dépenses de développement, avant l'impact des subventions et crédit d'impôt recherche la minorant (1,2M€).

2.3.3.1. LES FLUX DE FINANCEMENTS

La consommation de trésorerie liée aux activités de financement se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits des opérations sur le capital	15	54 771
Frais liés aux augmentations de capital	-	(4 441)
Souscription de dettes financières	3 000	-
Remboursements de dettes financières	(3 000)	(829)
Intérêts décaissés	(254)	(261)
Acquisitions d'actions auto-détenues	(201)	(165)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(439)	49 073

Il n'y a pas eu de variation significative sur la période à l'exception du tirage de trésorerie court terme de 3M€.

Pour mémoire, sur S1 2014, la principale variation portait sur l'introduction en bourse de la société en 2014 ayant permis de lever 54,8 millions d'euros, diminués des frais d'augmentations de capital pour 4,4 millions d'euros.

2.4. PARTIES LIÉES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les informations relatives aux parties liées et aux engagements hors bilan sont décrites dans les notes 30 et 31 des notes aux états financiers consolidés semestriels présentés ci-après.

2.5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

2.6. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes n'ont pas évolué de manière significative par rapport à ceux décrits dans le chapitre 4 du document de référence enregistré auprès de l'AMF le 28 avril 2015 et disponible sur le site internet de la société.

A l'exception des éléments décrits dans ce chapitre, le groupe n'a relevé pour les six mois à venir aucune évolution significative des risques et incertitudes inhérents aux marchés sur lesquels intervient le groupe, à son activité ou son organisation.

Le groupe prévoit par ailleurs, conformément aux ambitions annoncées, de poursuivre le développement de sa force commerciale ainsi que ses efforts en recherche et développement.

2.7. TENDANCES ET PERSPECTIVES

Entre 1980 et 2010, le marché mondial de l'imagerie médicale est passé de 12 Md\$ à 21 Md\$¹, au sein duquel la part de l'imagerie par ultrasons a progressé de 15% à 25%.

La progression significative de l'imagerie médicale par ultrasons est certes portée par les innovations technologiques mais surtout par les tendances de fond de notre société que sont le vieillissement de la population et la croissance des pays émergents où l'accès aux soins pour tous devient une priorité.

Le groupe entend poursuivre sa stratégie autour des 3 leviers suivants:

- le levier commercial : en renforçant tant la force de vente directe que le réseau de distributeurs,
- le levier technologique : en s'appuyant toujours sur l'innovation en vue d'un élargissement des performances cliniques du produit Aixplorer®.
- le levier financier : notamment par le biais de la délocalisation de la production en Malaisie.

¹ source : Deutsche Bank estimates for medical imaging market size and break-down

3. ACTIONS ET ACTIONNARIAT

3.1. INFORMATIONS SUR L'ACTIONNARIAT

La répartition du capital au 30 juin 2015 est comme suit :

	Au 30 juin 2015				Au 31 déc 2014			
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Direction et employés	431 961	2,7%	431 961	2,7%	437 810	2,7%	437 810	2,7%
EDRIP	1 869 024	11,6%	1 869 024	11,7%	1 869 024	11,6%	1 869 024	11,7%
Omnes Capital	1 516 119	9,4%	1 516 119	9,5%	1 716 015	10,7%	1 716 015	10,7%
Auriga Partners	1 633 195	10,1%	1 633 195	10,2%	1 633 195	10,2%	1 633 195	10,2%
Bpifrance Investissements ^(a)	1 602 679	10,0%	1 602 679	10,0%	1 602 679	10,0%	1 602 679	10,0%
Bpifrance Participations ^(b)	1 505 139	9,4%	1 505 139	9,4%	1 505 139	9,4%	1 505 139	9,4%
NBGI Private Equity	1 280 235	8,0%	1 280 235	8,0%	1 280 235	8,0%	1 280 235	8,0%
Mérieux participations	766 788	4,8%	766 788	4,8%	766 788	4,8%	766 788	4,8%
Principaux investisseurs financiers	10 173 179	63,2%	10 173 179	63,5%	10 373 075	64,6%	10 373 075	64,7%
Autres	5 416 062	33,7%	5 416 062	33,8%	5 216 356	32,5%	5 216 356	32,5%
Auto-détention	71 379	0,4%	-	0,0%	40 987	0,3%	-	0,0%
Total	16 092 581	100%	16 021 202	100%	16 068 228	100%	16 027 241	100%

(a) Bpifrance Participations, anciennement dénommé Fonds Stratégiques d'Investissements

(b) Bpifrance Investissement, anciennement dénommé CDC Entreprises, détenue à 100% par Bpifrance Participations, société de gestion des fonds BioAm et Innobio.

La déclaration de franchissement de seuil du groupe Bpifrance / CDC a été effectuée en date du 4 juillet 2015 et enregistrée auprès de l'AMF sous le n° 214C1311.

A la date du présent rapport, il n'y a pas eu de variation significative dans la répartition de l'actionariat.

3.2. INFORMATIONS SUR LE TITRE

Depuis le 10 avril 2014, la société est cotée sur le marché réglementé d'Euronext à Paris. Les actions sont admises à la négociation sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.

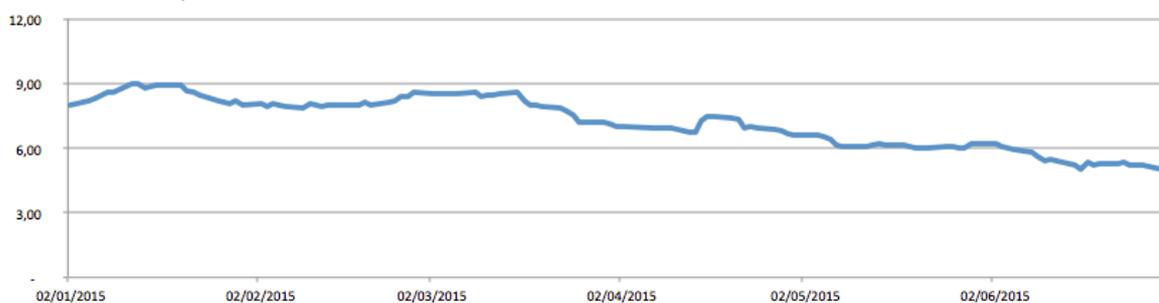
En date du 30 juin 2015, le cours de l'action était de 5,14 euros, soit une capitalisation de 83 M€. Le cours le plus haut du semestre est à 9,00€ et le cours le plus bas à 5,02€.

En date du 30 juin 2014, le cours de l'action était de 11,00 euros, soit une capitalisation de 177 millions d'euros. Le cours le plus haut de la période courant du 10 avril au 30 juin 2014 fut à 11,50€ et le cours le plus bas à 9,50€.

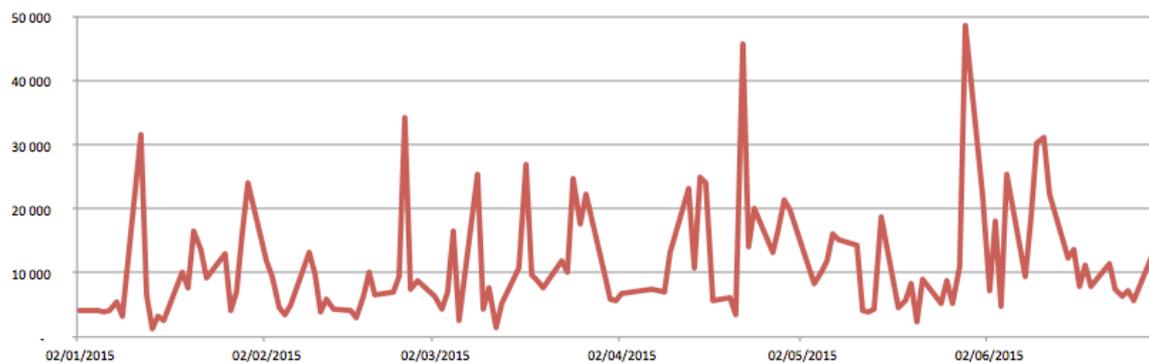
Les informations concernant les valorisations et échanges du titre se détaillent comme suit :

	Cours moyen	Nombre moyen de titres échangés par jour
Janvier 2015	8,52	9 110
Février 2015	8,08	8 404
Mars 2015	8,07	11 244
Avril 2015	7,00	14 819
Mai 2015	6,16	10 791
Juin 2015	5,48	13 521
S1 2015	7,22	11 315

Au cours de la période, le cours de l'action a varié comme suit :



Le volume de titres échangés quotidiennement sur la période a évolué comme suit :



3.2.1. ELIGIBILITE PEA-PME

À la date du présent rapport, les actions ordinaires de la Société constituent, pour les résidents fiscaux français, des actifs éligibles au PEA et au PEA-PME.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150 000 euros (300 000 euros pour un couple) et dans un PEA-PME de 75 000 euros (150 000 euros pour un couple). Le PEA-PME est cumulable avec un PEA et chaque contribuable (ou chacun des époux ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité) ne peut être titulaire que d'un PEA et d'un PEA-PME. Le régime fiscal du PEA est applicable au PEA-PME (articles 157, 5° bis et 163 quinquies D du CGI).

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des dividendes, des plus-values nettes et des autres produits générés par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment d'être maintenus dans le PEA, et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan jusqu'à la date de la clôture ou du retrait partiel. Cependant, ce gain net reste soumis au prélèvement social, aux contributions additionnelles à ce prélèvement, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5%.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

À défaut de respecter les conditions de l'exonération, les plus-values de cession réalisées sur les placements effectués dans le cadre d'un PEA sont imposables (i) lorsque la cession intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5%, (ii) lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19%, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-dessus au taux global de 15,5%.

L'attention des actionnaires potentiels est attirée sur le fait que ces règles sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

3.2.2. ELIGIBILITE FCPI

SuperSonic Imagine bénéficie de la qualification d'Entreprise Innovante" attribuée par Bpifrance (ex Oséo), qui récompense l'implication depuis de nombreuses années de SuperSonic Imagine en recherche & développement au travers de programmes spécifiques. SuperSonic Imagine a renouvelé sa qualification en mai 2015, valable pour une durée de 3 ans renouvelable, ce qui confirme la possibilité pour les Fonds Communs de Placement pour l'Innovation (FCPI) d'investir dans le capital de SuperSonic Imagine et pour leurs souscripteurs de profiter des avantages fiscaux correspondants.

4. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2015

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé.....	29
Etat de la situation financière.....	31
Variation des capitaux propres consolidés.....	33
Flux de trésorerie consolidés.....	34
1. Faits marquants et informations générales.....	35
2. Résumé des principales méthodes comptables.....	39
3. Périmètre de consolidation.....	40
4. Chiffre d'affaires.....	41
5. Autres revenus.....	42
6. Information sectorielle.....	42
7. Immobilisations incorporelles.....	43
8. Immobilisations corporelles.....	44
9. Autres actifs non courants.....	45
10. Stocks.....	45
11. Clients et comptes rattachés.....	46
12. Autres actifs courants.....	46
13. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	47
14. Capitaux propres.....	48
15. Dettes financières.....	49
16. Autres passifs non courants.....	51
17. Fournisseurs et comptes rattachés.....	51
18. Autres passifs courants.....	52
19. Instruments financiers par catégorie.....	53
20. Coût des ventes.....	55
21. Frais de recherche et développement.....	55
22. Frais commerciaux et de marketing.....	57
23. Frais généraux et administratifs.....	57
24. Autres produits / (charges) opérationnels.....	58
25. Autres produits / (charges) opérationnels non courants.....	58
26. Charges d'exploitation par nature.....	59
27. Produits et charges financiers.....	59
28. Résultat par action.....	60
29. Accords de licences.....	60
30. Engagements.....	61
31. Transactions avec les parties liées.....	64
32. Événements postérieurs à la date de clôture.....	64
33. Facteurs de risques.....	64

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 juin 2015	30 juin 2014
Chiffre d'affaires	4	8 251	8 119
Autres revenus	5	491	1 097
Revenus		8 742	9 216
Coût des ventes	20	(4 908)	(5 039)
Marge brute		3 834	4 177
Marge brute sur chiffre d'affaires⁽¹⁾		3 343	3 080
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires⁽²⁾		40,5%	37,9%
Frais de recherche et développement	21	(1 689)	(1 584)
Frais commerciaux et de marketing	22	(5 569)	(5 387)
Frais généraux et administratifs	23	(3 598)	(1 782)
Autres produits / (charges) opérationnels	24	(19)	177
Résultat opérationnel courant		(7 041)	(4 399)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	25	-	(319)
Résultat opérationnel		(7 041)	(4 718)
Produits financiers		478	105
Charges financières		(327)	(313)
Résultat financier	27	151	(208)
Résultat avant impôts		(6 889)	(4 926)
Charge d'impôts sur le résultat		(62)	(47)
Résultat net		(6 951)	(4 973)
Résultat revenant aux :			
Actionnaires de la Société		(6 951)	(4 973)
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat par action :			
De base (en euros)	28	(0,43)	(0,37)
Dilué (en euros)	28	(0,43)	(0,37)

¹ Marge brute sur chiffre d'affaires = Chiffre d'affaires – Coûts des ventes

² Taux de marge brute sur chiffre d'affaires = Marge brute sur chiffre d'affaires / Chiffre d'affaires

Etat du résultat global consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net	(6 951)	(4 973)
Autres éléments du résultat global :		
Profits/(pertes) actuariels sur engagements de retraite	-	(5)
Effet d'impôt sur écarts actuariels	-	
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat	-	(5)
Différences de conversion	(70)	(56)
Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net	(70)	(56)
Autres éléments du résultat global	(70)	(61)
Total du résultat global	(7 021)	(5 034)
Résultat global revenant aux actionnaires de la Société	(7 021)	(5 034)
Tiers détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-
Total du résultat global	(7 021)	(5 034)

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Actifs

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 Juin 2015	31 déc 2014
Immobilisations incorporelles	7	8 522	7 464
Immobilisations corporelles	8	1 438	1 279
Autres actifs non courants	9	2 387	2 509
Total des actifs non courants		12 347	11 251
Stocks	10	6 424	4 234
Clients et comptes rattachés	11	7 508	8 417
Autres actifs courants	12	5 845	5 809
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	30 987	42 204
Total des actifs courants		50 764	60 664
Total de l'actif		63 111	71 915

Passifs

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 Juin 2015	31 déc 2014
Capital	14	1 609	1 607
Primes d'émission	14	58 937	58 924
Réserves consolidées	14	(9 317)	1 640
Participations ne conférant pas le contrôle		-	-
Résultat		(6 951)	(11 108)
Total des capitaux propres	14	44 278	51 062
Dettes financières – Part long terme	15	5 600	5 562
Engagements de retraite		401	364
Provisions et autres passifs non courants	16	671	716
Total des passifs non courants		6 672	6 643
Dettes financières – Part court terme	15	3 021	3 021
Fournisseurs et dettes rattachées	17	4 165	4 525
Provisions et autres passifs courants	18	4 976	6 664
Total des passifs courants		12 162	14 210
Total du passif		18 833	20 853
Total du passif et des capitaux propres		63 111	71 915

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Note	Part du Groupe				Total	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Primes d'émission	Réserves de conversion	Réserves consolidées et résultat part groupe			
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 1er janvier 2015		1 607	58 924	323	-9 792	51 062	0	51 062
Profits(pertes) actuariels *		-	-	-	-	-	-	-
Variation des différences de conversion		-	-	(70)	-	(70)	-	(70)
Total des autres éléments du résultat global		-	-	(70)	-	(70)	-	(70)
Résultat de la période		-	-	-	(6 951)	(6 951)	-	(6 951)
Résultat global		0	0	(70)	(6 951)	(7 021)	-	(7 021)
Opérations sur le capital	14	2	13	-	-	15	-	15
Frais d'opérations sur le capital		-	-	-	-	-	-	-
Annulation des actions auto détenues		-	-	-	(201)	(201)	-	(201)
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	422	422	-	422
Au 30 juin 2015		1 609	58 937	253	(16 521)	44 278	-	44 278

	Note	Part du Groupe				Total	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Primes d'émission	Réserves de conversion	Réserves consolidées et résultat part groupe			
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 1er janvier 2014		1 134	31 622	240	-21 209	11 788	0	11 788
Profits(pertes) actuariels *		-	-	-	(5)	(5)	-	(5)
Variation des différences de conversion		-	-	(56)	-	(56)	-	(56)
Total des autres éléments du résultat global		-	-	(56)	(5)	(61)	-	(61)
Résultat de la période		-	-	-	(4 973)	(4 973)	-	(4 973)
Résultat global		-	-	(56)	(4 979)	(5 034)	-	(5 034)
Opérations sur le capital		472	54 303	-	(3)	54 772	-	54 772
Frais d'opérations sur le capital		-	(4 441)	-	-	(4 441)	-	(4 441)
Annulation des actions auto détenues		-	-	-	(165)	(165)	-	(165)
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	(69)	(69)	-	(69)
Imputation de pertes sur la prime d'émission		-	(22 550)	-	22 550	-	-	-
Au 30 juin 2014		1 605	58 934	184	(3 875)	56 847	-	56 847

* sur engagement de retraite

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net	(6 951)	(4 973)
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie		
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 024	773
Variations des provisions pour risques et charges	(71)	(6)
Variations de la provision pour engagements de retraite	37	33
(Produits) / Charges liées aux paiements fondés sur des actions	422	(70)
(Produits) / Charges d'intérêts, nets	291	234
Plus values de cession d'équivalents de trésorerie	(45)	(338)
Charge d'impôts sur le résultat	155	47
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle, avant variation du BFR	(5 138)	(4 301)
Variation du besoin en fonds de roulement :		
Stocks	(2 190)	5
Clients et comptes rattachés	909	257
Autres créances	(878)	(1 254)
Crédit d'impôt recherche et subventions d'exploitation	654	(659)
Fournisseurs et autres passifs	(2 044)	431
Impôts sur le résultat payés	(146)	(76)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(8 833)	(5 597)
Opérations d'investissements :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(571)	(383)
Acquisitions et production d'immobilisations incorporelles	(2 587)	(1 049)
Encaissement de crédit impôt recherche alloué aux frais de développement	1 221	-
Encaissements / décaissements d'immobilisations financières	17	(135)
Produits d'intérêts encaissés et plus value de cessions d'instruments de trésorerie	45	64
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 875)	(1 502)
Opérations de financement :		
Produits des opérations sur le capital	15	54 771
Frais liés aux augmentations de capital	-	(4 441)
Souscription de dettes financières	3 000	-
Remboursements de dettes financières	(3 000)	(829)
Intérêts décaissés	(254)	(261)
Acquisitions d'actions auto-détenues	(201)	(165)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(439)	49 073
Variation de trésorerie nette	(11 148)	41 974
Trésorerie à l'ouverture	42 204	6 437
Reclassement de trésorerie en Actifs non courants	-	(2 000)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie	(70)	(56)
Trésorerie à la clôture	30 987	46 355

Notes aux états financiers consolidés

1. Faits marquants et informations générales

1.1. Présentation du Groupe

Le groupe SuperSonic Imagine est spécialisé dans la recherche et le développement, ainsi que la commercialisation, de systèmes d'imagerie médicale ultrasonore.

En 2009, il a mis sur le marché un échographe de 3^{ème} génération : l'Aixplorer®, doté d'une architecture radicalement nouvelle puisqu'entièrement logicielle, intégrant plusieurs innovations technologiques. Il a pour cela développé les logiciels liés (qui font partie intégrale de l'échographe Aixplorer®), permettant de diagnostiquer en temps réel les lésions mammaires, de la thyroïde, de la prostate, du foie et de l'abdomen par la mesure de l'élasticité des tissus (l'élastographie).

Le groupe est titulaire ou co-titulaire de nombreux brevets développés en propre, acquis, ou dans le cadre de contrats de licence.

SuperSonic Imagine et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») commercialisent les produits de la gamme Aixplorer depuis 2009.

Le groupe sous traite la production des échographes qu'il commercialise.

SuperSonic Imagine SA, société mère du groupe, est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance domiciliée en France. Son siège social se situe aux Jardins de la Duranne, 510 rue René Descartes, 13290 Aix-en-Provence, France. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 481 581 890.

Dans le cadre de son développement à l'international, 5 filiales de distribution ont été créées dans les pays suivants :

- SuperSonic Imagine Inc., États Unis en mars 2007 ;
- SuperSonic Imagine GmbH, Allemagne en mars 2008 ;
- SuperSonic Imagine Ltd., Royaume Uni en mars 2008 ;
- SuperSonic Imagine Srl, Italie en octobre 2009 ;
- SuperSonic Imagine (H.K) Limited, Hong Kong en juin 2011 ;

1.2. Faits marquants de la période

1.2.1. Sur le rayonnement commercial

Le chiffre d'affaires de la période d'élève à 8,3 millions, soit une croissance de 2% à devises courantes, et une décroissance de 6% à devises constantes par rapport à la même période en 2014.

La forte dynamique de croissance en Asie, et notamment en Chine avec +124% de croissance, est compensée par une moindre contribution des ventes indirectes aux Etats-Unis, dans une étape de transition vers une force de vente directe plus conquérante.

Certification de l'Aixplorer® au Japon

En mai 2015, le groupe a obtenu la **certification nécessaire à la commercialisation de la dernière version de l'Aixplorer® sur le marché japonais, 3^{ème} marché mondial.**

Préalablement à cette autorisation, le groupe avait conclu un **accord de distribution exclusif avec le groupe japonais Konica Minolta** pour la distribution de l'Aixplorer® dans ce pays.

Ces 2 accords vont permettre de renforcer la couverture géographique du groupe déjà très international, dans un pays clé pour la croissance de SuperSonic Imagine dans le monde.

Conclusion de l'étude clinique sur le foie

En avril 2015, le groupe annonce les résultats de son **étude clinique sur le foie, confirmant la précision de la technologie Sharewave™, comme une alternative à la biopsie** pour déterminer les stades des maladies chroniques du foie (fibrose, cirrhose ...).

Cette analyse a démontré la capacité remarquable de l'élastographie Sharewave™ à déterminer la sévérité de la maladie hépatique dans une large population de patients. Plus particulièrement, les résultats ont montré que cette technologie est capable d'évaluer avec précision la sévérité de la fibrose hépatique due à l'hépatite C, l'hépatite B et la stéatohépatite non alcoolique.

L'examen par Sharewave™ est non invasif et facile à réaliser, contrairement aux biopsies qui présentent un taux de morbidité significatif, des coûts élevés liés à la procédure et éventuellement à une hospitalisation, et une imprécision clinique car elle sous-estime la fibrose dans 10 à 30 % des cas 3-4.

Restructuration de la force commerciale aux Etats-Unis

Le groupe a entamé au cours du semestre la **restructuration de sa force commerciale aux Etats-Unis** qui se composait jusqu'alors :

- du canal indirect au travers d'un accord d'exclusivité sur le marché du sein avec un distributeur local,
- du canal direct sur le reste du marché.

A compter de mars 2015, l'accord avec le distributeur perdure, mais sur une base non exclusive, afin que la force de vente directe puisse également adresser directement le marché du sein aux Etats-Unis, premier marché mondial.

A cette fin, le groupe a restructuré et renforce la force de vente localement.

1.2.1. A caractère financier

Conclusion du contrôle fiscal

Le 17 mars 2014, la Société avait été informée d'un **contrôle fiscal** portant sur les années 2011 et 2012. Le 13 mars 2015, l'administration fiscale a rendu ses conclusions, confirmant la position retenue dans les états financiers au 31 décembre 2014, à savoir l'absence d'impact financier.

Accord d'intéressement des salariés

SuperSonic Imagine a mis en place en 2014 un **accord d'intéressement** des salariés aux résultats du Groupe, pour une période de trois ans couvrant les années 2015, 2016 et 2017.

Le choix des modalités de calcul est fondé sur la volonté d'associer l'ensemble des salariés aux objectifs clés de la Société (i) amélioration du résultat opérationnel et (ii) croissance du chiffre d'affaires.

Cet accord n'a pas d'impact financier sur le semestre.

1.2.2. Sur la gouvernance d'entreprise

Gouvernance d'entreprise - directoire

Dix ans après la création de SuperSonic Imagine et après avoir amené avec succès la Société du statut de start-up à celui d'une entreprise reconnue internationalement comme acteur significatif dans le monde de l'imagerie médicale, Jacques Souquet, âgé de 67 ans, co-fondateur et président du directoire, a souhaité prendre un peu de recul par rapport aux opérations pour se focaliser sur l'innovation du Groupe.

De ce fait, en septembre 2014, **Tom Egelund**, médecin ayant ensuite exercé des fonctions de haute direction dans des sociétés high tech internationales depuis 25 ans, a rejoint le Groupe en tant que Directeur des Opérations et membre du directoire. A cette date, le conseil de surveillance envisageait de le nommer au poste de président du directoire en remplacement de Jacques Souquet au 1^{er} avril 2015. Ceci a été acté comme prévu.

Suite à la nomination de Tom Egelund, **Jacques Souquet**, président du directoire jusqu'au 1^{er} avril 2015, est devenu Directeur de la stratégie et de l'Innovation à compter de cette date et reste membre du directoire. Dorénavant il se consacrera intégralement aux problématiques de stratégie et à la politique d'innovation du Groupe en se focalisant sur des concepts novateurs d'imagerie

médicale par ultrasons et leurs applications cliniques. Par ailleurs, Jacques Souquet a récemment été nommé à l'Académie Française des Technologies où il participe à l'élaboration des projets et des réflexions sur l'imagerie médicale au niveau national et européen.

Le 15 avril 2015, après plus de 4 années passées au sein du Groupe, **Gordon Waldron**, membre du directoire et Directeur administratif et financier a quitté ses fonctions. Durant cette période, il a grandement participé à l'ascension du Groupe en pilotant avec brio deux levées de fonds majeures et en menant à bien l'introduction en bourse de la Société sur Euronext l'année dernière. Sa décision de partir résulte d'un choix strictement personnel et n'est aucunement lié à un quelconque motif professionnel au sein de la société.

Monsieur **Jérôme Destoppeleir** a succédé à Gordon Waldron dans ses fonctions au mois de mai 2015. Diplômé d'HEC Paris, il a démontré des qualités professionnelles de premier plan tout au long de son parcours où il a exercé le poste de directeur financier dans des groupes de renommée internationale.

Le 30 avril 2015, **Bradley Garrett**, Directeur de la satisfaction client, production, qualité, affaires réglementaires et SAV et membre du directoire, a quitté ses fonctions afin de prendre sa retraite. Il avait rejoint la société lors de sa première année en 2005, et y a apporté une remarquable contribution, jouant un rôle de premier plan dans l'accomplissement de la mise sur le marché de l'Aixplorer®.

Il a été remplacé par **Philippe Lutman**, au poste de directeur des opérations et membre du directoire. Il a acquis une expérience de plus de 25 ans à des postes de direction au sein d'entreprises de haute technologie, notamment dans le secteur des dispositifs médicaux, des télécommunications et des médias numériques.

L'évolution de la composition du directoire se présente comme suit :

	Au 30 juin 2015	Au 31 déc 2014	Fonction exécutive
Président	Tom Egelund	Jacques Souquet	
Membre	Claude Cohen-Bacrie	Claude Cohen-Bacrie	Directeur du programme R&D
Membre	Philippe Lutman	Tom Egelund	Directeur des opérations
Membre		Bradley Garret	Directeur de la satisfaction client, production, qualité, affaires réglementaires et SAV
Membre	Kurt Kelln	Kurt Kelln	Directeur commercial
Membre	Jérôme Destoppeleir	Gordon Waldron	Directeur administratif et financier
Membre	Jacques Souquet		Directeur de l'innovation

Gouvernance d'entreprise – Conseil de surveillance

Tel que précisé dans le Document de base dès le mois de mars 2014, **Johannes Barella**, président du conseil de surveillance, avait indiqué lors du second renouvellement de son mandat par l'assemblée générale des actionnaires du 3 mars 2014, ne pas souhaiter aller à son terme pour des raisons personnelles.

Il a quitté ses fonctions le 29 mai 2015 après 6 années à ce poste, apportant sa précieuse contribution pour faire de SuperSonic Imagine un acteur de premier plan dans le domaine de l'imagerie médicale par ultrasons.

Il a été remplacé à cette date par **Bernard Doorenbos** en qualité de président par intérim du conseil de surveillance. Bernard Doorenbos a débuté sa carrière en 1983 au sein de la division Medical Systems de Phillips. Il a passé par la suite l'essentiel de sa carrière à la direction générale de sociétés cotées, ainsi qu'à la tête de plusieurs entreprises industrielles.

A cette même date, **Hermann Requardt** a été nommé expert indépendant auprès du Conseil de Surveillance et du Directoire de SuperSonic Imagine, afin de leur apporter sa grande expertise et sa connaissance sectorielle. Hermann Requardt, 60 ans, a débuté sa carrière en 1984 au sein du groupe Siemens, avant d'être désigné à la tête de Siemens Healthcare et du Département Corporate Technology en 2008.

2. Résumé des principales méthodes comptables

2.1. Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2015, ont été présentés de manière résumée conformément à la norme internationale financière IAS 34, « Information financière intermédiaire».

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lus en liaison avec le document de référence visé par l'AMF sous le numéro I.15-027, et portant sur les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après. Les états financiers présentés dans le document de référence ont été préparés conformément aux normes IFRS.

2.2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS et aux interprétations IFRIC et SIC, tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2015. Les IFRS sont disponibles sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm).

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2014, à l'exception des nouvelles normes d'application obligatoire décrites ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire pour le Groupe au 1er janvier 2015 :

- IFRIC 21 Taxes
- Améliorations des IFRS (Cycle 2011– 2013)

L'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations n'a eu aucun impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

De plus, le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune norme, interprétation et amendement ou révisions qui n'aurait pas encore été adopté par l'Union européenne ou dont l'application n'est pas obligatoire aux états financiers ouverts le 1er janvier 2015.

2.3. Principales estimations et jugements

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. Les jugements et estimations n'ont pas évolué de façon significative par rapport à ceux décrits dans la note 5 de l'annexe aux états financiers du 31 décembre 2014.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants:

- La situation déficitaire historique de la Société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant une phase de recherche et de développement de plusieurs années, et par le développement de la force de vente. La Société est aujourd'hui entrée dans une phase de commercialisation active de ses produits ;
- Le succès de l'introduction en bourse de la société, et la levée de fonds associée de 54,8 millions d'euros permettent à la Société de financer les années à venir.

Conformément à IAS 34.30, l'évaluation du Crédit d'Impôt Recherche à la fin de la période intermédiaire a été effectuée en proratisant les encaissements et remboursements de subventions et avances remboursables annuels estimés.

L'estimation des dépenses variables de personnel correspond à la meilleure estimation du management, sachant que le dernier trimestre est déterminant dans la réalisation des objectifs.

La charge d'impôt sur le résultat n'est pas estimée mais correspond à une taxe calculée sur des bases réelles pour l'établissement stable chinois.

3. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est identique à celui de l'exercice 2014.

4. Chiffre d'affaires

La Société connaît une relative saisonnalité, où environ 35 à 40% du chiffre d'affaires annuel est régulièrement constaté au cours du quatrième trimestre de l'exercice.

Le chiffre d'affaires par type de produits se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	%	30 juin 2014	%
Ventes de biens	7 440	90%	7 400	91%
Ventes de services	811	10%	718	9%
Total	8 251	100%	8 119	100%

Le chiffre d'affaires par zones géographiques se décompose comme suit.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	%	30 juin 2014	%
EMEA	3 029	37%	3 250	40%
Amériques	1 667	20%	2 074	26%
Asie	3 554	43%	2 794	34%
Total	8 251	100%	8 119	100%

Le chiffre d'affaires par canal de distribution est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	%	30 juin 2014	%
Direct	2 655	32%	2 860	35%
Distributeurs	5 597	68%	5 259	65%
Total	8 251	100%	8 119	100%

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou de la réalisation de la prestation de services (destination des ventes). Les cinq clients les plus importants du Groupe représentaient ensemble respectivement 44% et 52% de son chiffre d'affaires consolidé pour les premiers semestres 2015 et 2014.

Qu'il s'agisse de ventes réalisées par le réseau de distributeurs du Groupe, ou bien par l'intermédiaire des commerciaux du Groupe, le traitement comptable du chiffre d'affaires reste identique, et conforme aux normes en vigueur en matière de reconnaissance de revenus.

5. Autres revenus

Les autres revenus sont constitués essentiellement par des produits liés à la technologie du groupe, non récurrents par nature, car ne rentrant pas dans le cadre de l'activité courante.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Autres revenus	491	1 097

6. Information sectorielle

La répartition des actifs corporels et incorporels par secteurs géographique se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
EMEA	9 875	8 694
Amérique	60	30
Asie	25	18
Total	9 960	8 742

L'information sectorielle sur le chiffre d'affaires est présentée en note 4.

7. Immobilisations incorporelles

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse de la manière suivante:

<i>En milliers d'euros</i>	Brevets / licences	Frais de développement	Autres	Total
Exercice clos le 31 décembre 2014				
Montant à l'ouverture	1 170	4 169	46	5 385
Acquisitions	-	2 938	46	2 984
Dotations aux amortissements	(130)	(712)	(63)	(905)
Montant à la clôture	1 040	6 395	29	7 464

Au 31 décembre 2014				
Valeur brute	1 864	8 719	1 007	11 590
Amortissements cumulés	(825)	(2 324)	(978)	(4 127)
Valeur nette	1 040	6 395	29	7 464

<i>En milliers d'euros</i>	Brevets / licences	Frais de développement	Autres	Total
Période close le 30 Juin 2015				
Montant à l'ouverture	1 040	6 395	29	7 464
Acquisitions	-	1 661	9	1 670
Dotations aux amortissements	(65)	(531)	(16)	(612)
Montant à la clôture	974	7 525	23	8 522

Au 30 Juin 2015				
Valeur brute	1 864	10 380	1 017	13 261
Amortissements cumulés	(890)	(2 855)	(994)	(4 739)
Valeur nette	974	7 525	23	8 522

Au 30 juin 2015, les coûts de développements d'un montant cumulé brut de 10 380 milliers d'euros sont principalement relatifs aux développements des versions V3 à V11 d'Aixplorer, mais comprennent également les dépenses immobilisées au titre de la prochaine génération d'échographe sur laquelle le groupe travaille.

Le montant immobilisé au titre de la période en cours s'élève à 1 661 milliers d'euros, dont 981 milliers d'euros correspondent aux nouvelles versions d'Aixplorer, et 680 milliers d'euros à la prochaine génération d'échographe.

Il n'y a pas eu de constatation de perte de valeur en application de la norme IAS 36 au cours des périodes présentées.

8. Immobilisations corporelles

Au cours de la période, le Groupe a procédé à des investissements en équipement de R&D (utilisation des nouvelles versions d'Aixplorer pour les travaux de recherches ou achat de matériel pour le développement de la prochaine génération d'échographe), ainsi que du matériel informatique et de transport.

L'évolution des immobilisations corporelles a été comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel, outillage, équipement technique	Matériel de bureau et informatique	Autres	Total
----------------------------	---	------------------------------------	--------	-------

Exercice clos le 31 décembre 2014

Montant à l'ouverture	793	270	147	1 210
Acquisitions	580	167	11	758
Transferts	(104)	-	-	(104)
Dotations aux amortissements	(368)	(156)	(104)	(628)
Écarts de conversion	14	5	24	43
Montant net à la clôture	915	286	78	1 279

Au 31 décembre 2014

Valeur brute	4 521	836	738	6 095
Amortissements cumulés	(3 606)	(550)	(660)	(4 816)
Valeur nette	915	286	78	1 279

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel, outillage, équipements technique	Matériel de bureau et informatique	Autres	Total
----------------------------	--	------------------------------------	--------	-------

Période close le 30 Juin 2015

Montant à l'ouverture	915	286	78	1 279
Acquisitions	430	65	47	542
Transferts	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	(278)	(88)	(46)	(412)
Écarts de conversion	8	4	16	29
Montant net à la clôture	1 075	267	96	1 438

Au 30 Juin 2015

Valeur brute	4 959	902	804	6 666
Amortissements cumulés	(3 884)	(638)	(705)	(5 228)
Valeur nette	1 075	264	99	1 438

Les transferts correspondent à des échographes préalablement immobilisés car utilisés dans le cadre des activités de recherche et développement, qui sont réintroduits dans le stock lorsqu'ils redeviennent disponibles à la vente, ou inversement.

Le Groupe n'a eu recours à aucun contrat de location financement au cours des périodes présentées.

9. Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se décomposent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Titres de placement et trésorerie nantis	2 158	2 158
Dépôts versés	118	134
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	112	112
Produits à recevoir–Subventions d'exploitation, part à plus d'1 an	-	105
Total des Autres actifs non courants	2 387	2 509

Les autres actifs non courants sont constitués de trésorerie et titres nantis :

- dans le cadre de l'emprunt obligataire émis en date du 16 décembre 2013, la Société a nantis en juin 2014 ses comptes bancaires et s'est engagée à y maintenir un minimum de 2 millions d'euros en liquidités (cf. note 30.3). En conséquence, ce montant a été reclassé en « Autres actifs non courants ».

- 158 milliers d'euros de titres de placement qui ont été nantis au profit de la société BNP Paribas Real Estate à titre de caution sur les loyers des locaux d'Aix-en-Provence. Ce nantissement a été délivré pour une période de 9 ans et s'achèvera le 18 juillet 2017.

Les actifs mis à la disposition dans le cadre du contrat de liquidité s'élèvent à 112 milliers d'euros. Le contrat de liquidité est décrit en note 14.3.

10. Stocks

Les stocks s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Matières premières, pièces détachées	4 500	2 613
Produits en cours et finis	1 888	1 843
Matériels de démonstration	1 283	1 171
Total Stocks bruts	7 671	5 627
Dépréciation des stocks	(1 247)	(1 393)
Total Stocks nets	6 424	4 234

11. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Clients et comptes rattachés	8 493	9 331
Dépréciations clients douteux	(985)	(915)
Clients et comptes rattachés, nets	7 508	8 417

Les dépréciations de créances portent principalement sur 2 clients, un distributeur chinois et un distributeur brésilien et n'ont connu aucune évolution significative sur le semestre.

Au 30 juin 2015, 2 136 milliers d'euros de créances étaient échues, dont 985 milliers d'euros provisionnées, portant à 1 151 milliers d'euros de créances étaient échues mais non dépréciées. Elles sont relatives à des clients pour lesquels la Société a estimé qu'il n'y a pas de risque de non recouvrement de ces créances. Sur les 1 151 milliers d'euros de créances échues et non provisionnées, la moitié ont été encaissées au mois de juillet 2015.

12. Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2015	31 déc 2014
Crédits d'impôts à recevoir	2 964	3 691
TVA à recevoir	1 876	1 023
Charges constatées d'avance	480	331
Avances fournisseurs	194	248
Subventions d'exploitation à recevoir - part courante	332	466
Autres créances	-	50
Total des autres actifs courants	5 845	5 809

Compte tenu de son statut de PME au sens communautaire, les créances relatives au Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») sont remboursées dans l'année qui suit leur comptabilisation.

Exceptionnellement, le CIR au titre de l'exercice 2013 n'avait pas été remboursé en 2014, du fait du contrôle fiscal alors en cours. Tel qu'indiqué dans les Faits marquants de la période, la Société s'est vue notifier au cours du semestre les conclusions du contrôle fiscal, sans impact financier pour le Groupe. Suite à cela, la créance du CIR 2014 a été reçue sur le semestre.

La créance d'impôt a évolué de la façon suivante:

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2015	31 déc 2014
Créances crédits d'impôts au 1er janvier	3 691	1 699
Encaissement CIR	(1 739)	-
CIR de la période	972	1 846
Autres	40	146
Créances d'impôts à la clôture	2 964	3 691

Les autres crédits d'impôts de la période correspondent au Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi.

13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Disponibilités	6 515	5 575
Valeurs mobilières de placement	24 472	36 630
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 987	42 204

Les disponibilités détenues en banque sont principalement détenues en euros. Le Groupe place ses excédents de trésorerie essentiellement dans des SICAV monétaires, confère note 30.3 et 30.4 détaillant les nantissements de comptes bancaires et SICAV.

Au 30 juin 2015, le groupe dispose d'une ligne de trésorerie court terme à hauteur de 3 millions d'euros, intégralement utilisée à cette date.

14. Capitaux propres

Depuis le 10 avril 2014, les actions de la Société sont admises à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.

14.1. Capital social

Les variations du capital se décomposent de la manière suivante sur la période :

	1er janvier 2015	Souscription d'instruments dilutifs	Reclassement des réserves en moins de la prime d'émission	30 juin 2015
<i>En milliers d'actions</i>				
Actions ordinaires	16 068 228	24 353	-	16 092 581
Nombre total d'actions	16 068 228	24 353	-	16 092 581
<i>En milliers d'euros</i>				
Capital social	1 607	2	-	1 609
Prime d'émission	58 924	13	-	58 937

14.2. Dividendes

La Société n'a jamais distribué de dividende et ne distribuera pas de dividendes au titre de l'exercice 2014.

14.3. Contrat de liquidité

Un contrat de liquidité a été conclu avec la société Exane BNP Paribas le 11 avril 2014 pour une période s'achevant le 31 décembre et renouvelable par tacite reconduction. Le versement initial était de 300 milliers d'euros, porté depuis à 700 milliers d'euros en mars 2015 (2 versements de 200 milliers d'euros intervenus respectivement en 2014 et 2015).

Au 30 juin 2015, dans le cadre du contrat de liquidité, le nombre d'actions auto-détenues au travers de ce contrat est de 71 379, ainsi que 112 milliers d'euros de liquidités.

Les actions détenues au travers de ce contrat minorent le montant des capitaux propres consolidés à hauteur de 589 milliers d'euros.

14.4 Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période, aucune nouvelle attribution n'est intervenue et 24 353 actions nouvelles ont été créées suite à l'exercice de 153 stock-options, 2 200 BSPCE et 22 000 BSA par des salariés.

15. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014
Non courant		
Avance remboursable Oséo – Tuce	77	77
Avance remboursable Oséo – Icare	695	682
Emprunt obligataire	4 828	4 803
Total non courant	5 600	5 562
Courant		
Emprunts à court terme	3 000	3 000
Intérêts courus sur emprunt	21	21
Total courant	3 021	3 021

Les dettes financières se composent principalement :

- d'avances remboursables (décrites ci-après),
- d'un emprunt obligataire (décrit ci-après),
- d'un emprunt à court terme correspondant à une ligne de crédit intégralement utilisée.

15.1. Avances remboursables

Dans le cadre de ses programmes de développement, la Société a bénéficié d'avances remboursables (accordées par Bpifrance, anciennement Oséo), dont 2 sont encore en cours.

Dans la mesure où la Société ne paie aucun intérêt sur ces avances, elles ont été initialement comptabilisées à leur juste valeur, c'est-à-dire avec une décote correspondant au taux de marché, de manière à ramener son taux d'intérêt effectif à celui d'une dette normale. L'écart entre la juste valeur de l'avance et son montant nominal constitue une subvention constatée en réduction des frais de recherche et développement au fur et à mesure de l'engagement des dépenses subventionnées.

- **Avance remboursable Icare :**

D'un montant total de 3,0 millions d'euros, la société a reçu 863 milliers d'euros, non remboursés à ce jour. Les remboursements seront effectués en fonction des ventes futures de produits issues du projet, et ce jusqu'à la clôture de l'exercice 2022. Les remboursements pourront donc excéder le montant nominal encaissé, mais en l'absence d'estimation fiable du montant à payer jusqu'en 2022, ce montant n'est pas comptabilisé au bilan (voir également note 30.4).

- **Avance remboursable TUCE:**

D'un montant total de 0,4 million, la société a reçu 77 milliers d'euros, non remboursés à ce jour. Les remboursements seront effectués en fonction des ventes futures de produits issues du projet, et pourront donc excéder le montant nominal encaissé, mais en l'absence d'estimation fiable du montant à payer jusqu'en 2023, ce montant n'est pas comptabilisé au bilan.

<i>En milliers d'euros</i>	OSEO THERAPY	OSEO ICARE	OSEO TUCE	Total
Dette au 31 décembre 2013	338	657	77	1 072
+ encaissements	-	-	-	-
- remboursements	-	-	-	-
-actualisation	-	-	-	-
+ désactualisation	-	25	-	25
- Annulation de la dette	(338)	-	-	(338)
+/- changement d'hypothèse	-	-	-	-
Dette au 31 décembre 2014	-	682	77	759
+ encaissements	-	-	-	-
- remboursements	-	-	-	-
-actualisation	-	-	-	-
+ désactualisation	-	13	-	13
+/- changement d'hypothèse	-	-	-	-
Dette au 30 juin 2015	-	695	77	771

15.2. Emprunt obligataire

Tel qu'indiqué en note 17.2 du document de base de la Société, en date du 16 décembre 2013, la Société a émis 50 000 Obligations à Bons de Souscription d'Actions d'une valeur nominale de 100 euros chacune (les « OBSA »). Chaque OBSA a été émise à un prix égal à sa valeur nominale, soit 100 euros, soit un montant nominal total de 5 millions d'euros.

La valeur de l'emprunt obligataire au bilan s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc 2014	A l'origine
Valeur nominale de l'emprunt obligataire	5 000	5 000	5 000
Frais d'émission imputés à l'emprunt	(172)	(197)	(246)
Composante capitaux propres	-	-	-
Composante dette	4 828	4 803	4 754

16. Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont détaillés ci-après :

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2015	31 déc 2014
Fournisseurs - part non courante	441	467
Produits constatés d'avance - part non courante	230	249
Total	671	716

La part non courante des fournisseurs correspond principalement aux paiements futurs actualisés des redevances minimales fixes sur les brevets et licences acquises.

La part non courante des produits constatés d'avance correspond aux contrats de maintenance dont la durée est supérieure à 1 an.

17. Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30-juin-15	31 déc 2014
Fournisseurs	4 606	4 992
Dont Part Courante	4 165	4 525
Dont Part Non Courante	441	467

18. Autres passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30-juin-15	31 déc 2014
Dettes sociales	2 257	3 190
Produits constatés d'avance - part courante	1 159	1 713
Subvention d'exploitation à reverser	797	804
Provisions pour risques et charges	385	456
Dettes fiscales	258	376
Avances reçues sur commandes	105	110
Divers	14	14
Total des autres passifs courants	4 976	6 664

Les produits constatés d'avance concernent d'une part revenus liés à la technologie non intégralement reconnus à la signature du contrat, mais étalés sur la période concernée, et d'autre part les produits de subvention d'exploitation étalés au rythme des charges encourues, et les prestations de service (principalement maintenance, service après-vente, extensions de garantie) dont le revenu est reconnu lorsque le service a été rendu.

Le montant de la subvention d'exploitation à reverser correspond à la part de la subvention trop perçue dans le cadre du programme ICARE. En effet, les coûts engagés sur ce projet ayant été nettement inférieurs aux coûts initialement prévu, la Société prévoit de rembourser la part de la subvention reçue au titre de dépenses qui n'ont finalement pas été engagées (et non reconnue en produits par la Société), soit 797 milliers d'euros en 2015 sur un total de 1 774 milliers d'euros de subventions reçues. A ce titre, 797 milliers d'euros ont été reclassés en dette court terme. Voir note 30.4.

Au cours de la période, le groupe a perçu 249 milliers d'euros de subventions, contre 340 milliers d'euros sur l'exercice 2014.

Les provisions courantes pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Garantie	Autres	Total
Au 1er janvier 2014	383	-	383
- Dotation aux provisions	667	-	667
- Reprise de provision utilisée	(594)	-	(594)
- Reprise de provision non utilisée	-	-	-
- Ecart de conversion	-	-	-
Au 31 décembre 2014	456	-	456
Au 30 Juin 2015	456	-	456
- Dotation aux provisions	266	-	266
- Reprise de provision utilisée	(337)	-	(337)
- Reprise de provision non utilisée	-	-	-
- Ecart de conversion	-	-	-
Au 30 Juin 2015	385	-	385

Sur la période, les provisions pour risques et charges ne comprennent que les provisions pour garanties qui sont des provisions courantes. En effet, les ventes réalisées par le Groupe sont assorties d'une période de garantie d'un an. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus. Les dotations et reprises aux provisions pour garanties données aux clients sont enregistrées en compte de résultat dans les coûts directs des ventes.

19. Instruments financiers par catégorie

Les normes comptables relatives aux instruments financiers ont été appliquées aux éléments ci-dessous.

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif, tels que les valeurs mobilières de placement, est fondée sur le prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par la Société sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation. La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des créances et dettes courantes est présumée avoisiner la juste valeur de ces éléments, de même que pour les dettes financières à taux variable.

Au 30 juin 2015

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Total
Titres de placement et trésorerie nantis	-	2 158	2 158
Dépôts versés	118	-	118
Clients et comptes rattachés	7 508	-	7 508
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	-	112	112
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	30 987	30 987
Total 30 juin 2015	7 625	33 256	40 881

	Passifs à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	4 606	4 606
Emprunt obligataire	-	4 849	4 849
Emprunt à court terme	-	3 000	3 000
Avances remboursables	-	772	772
Total 30 juin 2015	-	13 227	13 227

Au 31 décembre 2014 :

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Total
Titres de placement et trésorerie nantis	-	2 158	2 158
Dépôts versés	134	-	134
Clients et comptes rattachés	8 417	-	8 417
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	-	112	112
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	42 204	42 204
Total 31 décembre 2014	8 551	44 474	53 025

	Passifs à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	4 992	4 992
Emprunt obligataire	-	4 824	4 824
Emprunt à court terme	-	3 000	3 000
Avances remboursables	-	759	759
Total 31 décembre 2014	-	13 576	13 576

20. Coût des ventes

La marge brute sur les 2 périodes se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Chiffre d'affaires	8 251	8 119
Coût des ventes	(4 908)	(5 039)
Marge brute sur Chiffre d'affaires	3 343	3 080
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires	40,5%	37,9%
Revenus totaux	8 742	9 216
Coût des ventes	(4 908)	(5 039)
Marge brute sur revenu total	3 834	4 177
Taux de marge brute en % du revenu total	43,9%	45,3%

La marge brute sur chiffre d'affaires progresse de 2,6 points par rapport au premier semestre 2014, s'élevant à 40,5% contre 37,9% sur la période comparée.

La progression s'explique par un effet positif lié aux efforts réalisés en vue d'améliorer les marges à long terme, notamment la délocalisation de la production en Malaisie, ainsi qu'un effet devise positif.

La marge brute sur revenu total au premier semestre 2014 bénéficie pleinement des « Autres revenus » ne générant aucun coût des ventes, supérieurs de 606 milliers d'euros aux Autres revenus du premier semestre 2015 (491 milliers d'euros au premier semestre 2015 vs 1097 milliers d'euros).

21. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se décomposent de la manière suivante (hors frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles):

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Personnel	546	1 167
Honoraires, Services extérieurs	322	522
Frais de voyage et d'animation	67	60
Dotations aux provisions et amortissements	635	447
Achats et consommables	21	153
Autres	168	245
Sous total dépenses	1 759	2 594
Subventions d'exploitation	(14)	(648)
Crédit d'impôt recherche	(56)	(363)
Sous total produits	(70)	(1 011)
Total	1 689	1 584

Les frais de recherche et développement totaux se décomposent de la manière suivante incluant les frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles :

Au 30 juin 2015 :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D	Charges immobilisées	Dépenses engagées
Personnel	546	1 851	2 396
Honoraires, Services extérieurs	322	418	740
Frais de voyage et d'animation	67	41	108
Dotation aux provisions et amortissements	635	142	778
Achats et consommables	21	93	114
Autres	168	34	201
Sous total dépenses	1 759	2 577	4 336
Subventions d'exploitation	(14)	-	(14)
Crédit d'impôt recherche	(56)	(916)	(972)
Sous total produits	(70)	(916)	(986)
Total	1 689	1 661	3 350

Au 30 juin 2014 :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D	Charges immobilisées	Dépenses engagées
Personnel	1 167	809	1 976
Honoraires, Services extérieurs	522	44	566
Frais de voyage et d'animation	60	33	93
Dotation aux provisions et amortissements	447	119	566
Achats et consommables	153	17	169
Autres	245	17	261
Sous total dépenses	2 594	1 037	3 631
Subventions d'exploitation	(648)	-	(648)
Crédit d'impôt recherche	(363)	(360)	(723)
Sous total produits	(1 011)	(360)	(1 371)
Total	1 584	677	2 260

22. Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing se décomposent de la manière suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Personnel	2 807	2 729
Honoraires, Services extérieurs	859	1 004
Frais de voyage et d'animation	1 262	1 193
Dotations aux provisions et amortissements	191	193
Autres	450	268
Total	5 569	5 387

23. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se décomposent de la manière suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Personnel	1 852	845
Honoraires, Services extérieurs	1 395	649
Frais de voyage et d'animation	132	92
Dotations aux provisions et amortissements	106	142
Autres	113	55
Total	3 598	1 782

24. Autres produits / (charges) opérationnels

Les autres produits / (charges) opérationnels se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Dotation aux provisions clients	(24)	(117)
Divers	0	(5)
Autres charges opérationnelles	(24)	(122)
Reprise de provisions clients, utilisées		-
Reprise de provisions clients, non utilisées	6	298
Divers	-	-
Autres produits opérationnels	6	298
Autres produits et charges opérationnels	(19)	177

25. Autres produits / (charges) opérationnels non courants

Au cours de la période, le groupe n'a pas engagé de dépense répondant à ces critères.

Au 30 juin 2014, ce poste comprenait les dépenses rattachées au transfert de la production des échographes depuis l'Ecosse vers la Malaisie pour 319 milliers d'euros.

26. Charges d'exploitation par nature

Les charges d'exploitation par nature se décomposent de la manière suivante (hors frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles, voir détails en note 21) :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2015	30 juin 2014
Achats y compris variation de stocks	3 613	3 700
Dotation aux amortissements	997	851
Salaires et traitements	4 694	4 214
Charges sociales	1 238	1 239
Impôts et taxes	283	198
Sous-traitance	72	103
Services extérieurs	1 016	960
Frais de voyage et d'animation	1 246	1 058
Charges de Location	376	340
Marketing et publicité	371	442
Honoraires, commissions et redevances	1 812	1 419
Subventions et crédit d'impôt recherche	(70)	(1 011)
Dotation et Reprises de provisions	(319)	(36)
Autres	453	456
Total	15 782	13 934

27. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2015	30 juin 2014
Pertes de change	(36)	(13)
Intérêts financiers	(291)	(300)
Charges financières	(327)	(313)
Gains de change	434	41
Intérêts financiers	45	64
Produits financiers	478	105
Résultat financier	151	(208)

28. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice :

	30 juin 2015	30 juin 2014
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	(6 951)	(4 973)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	16 072 422	13 282 103
Résultat net par action (en euros)	(0,43)	(0,37)

29. Accords de licences

29.1. Licences acquises ou prises

Lors de sa création, le groupe a conclu des accords de licences sur des brevets de base.

En 2008, le groupe a fait l'acquisition de brevets CNRS licenciés lors de sa création, et de la quote-part du CNRS sur les brevets pris en copropriété issus du contrat cadre de collaboration avec le CNRS (contrat 2006 à 2008). Ces accords prévoient également le versement de royalties.

En 2013, le groupe a renouvelé la licence exclusive avec la société Verasonics, et une licence exclusive pour les brevets américains d'Armen Sarvazyan.

En 2014, la Société a signé un accord de licence mondiale non exclusive sur l'ensemble du portefeuille de brevets d'un acteur majeur de l'industrie. Ce portefeuille concerne l'équipement et des méthodes de l'imagerie médicale par ultrasons. Cet accord prévoit également le versement de royalties.

29.2. Licences octroyées

En 2014, le groupe a signé un accord croisé avec un acteur industriel. Au travers de cet accord, le groupe lui a concédé des accès à sa technologie, restreintes à des applications dans des conditions d'utilisation spécifiques. Conformément aux normes IFRS, l'intégralité de ces redevances a été reconnue en « Autres revenus » en 2014. Cet acteur s'est également engagé à ne pas opposer à la Société les brevets dont elle est propriétaire dans le domaine de l'imagerie médicale par ultrasons.

30. Engagements

30.1. Investissements

Les commandes d'immobilisations engagées mais non encore réalisées ne sont pas significatives.

30.2. Engagements sur contrats de location simple

Le Groupe loue des bureaux dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. Ces contrats de location sont renouvelables à la fin de la période de location aux prix du marché.

Le Groupe loue également certains équipements sous des contrats de locations résiliables.

Ces montants ne présentent pas d'évolution significative depuis le 31 décembre 2014.

30.3. Nantissement de comptes bancaires

A titre de sûreté de l'emprunt obligataire, la Société a consenti aux porteurs d'OBSA un nantissement portant sur les comptes bancaires de la Société SuperSonic Imagine SA. Ce nantissement a été complété en juin 2014, d'un engagement de maintenir à tout moment sur ses comptes bancaires un solde créditeur au moins égal à 2 millions d'euros.

Au titre de cet engagement, 2 millions d'euros de trésorerie sont présentés dans les états financiers en autres actifs non courants.

30.4. Autres engagements donnés

Nantissement de titres de placement :

Des titres de placement à hauteur de 155 milliers d'euros ont été nantis au profit de la société BNP Paribas Real Estate à titre de caution sur les loyers des locaux d'Aix-en-Provence. Ce nantissement a été délivré pour une période de 9 ans et s'achève le 18 juillet 2017.

Avance remboursable et subvention du programme ICARE :

La Société a reçu une avance remboursable Oséo pour 863 milliers d'euros au titre du programme Icare, ainsi qu'une subvention à hauteur de 1 775 milliers d'euros.

Le contrat initial stipule que l'avance sera remboursée en fonction des ventes futures de produits issues du projet, et ce jusqu'à l'exercice clôturant en 2022. Les remboursements pourront donc excéder le montant nominal encaissé.

A la date d'arrêté des comptes, la Société est en discussion avec Oséo, financeur de ce programme, en vue de redéfinir notamment l'assiette du chiffre d'affaires à considérer pour les versements futurs, dans la mesure où une partie des objectifs initiaux sont susceptibles de ne pas aboutir et où la Société ne prévoit pas de débloquer toute l'assiette de l'aide puisqu'une partie du projet ne sera pas réalisée.

En l'absence d'estimation fiable du montant à payer jusqu'en 2022, et dans la mesure où les discussions sont en cours, la part des versements à effectuer excédant le montant de l'avance n'est pas comptabilisée au bilan.

Les coûts engagés ayant été nettement inférieurs aux coûts initialement prévus, la Société prévoit de rembourser 797 milliers d'euros correspondant à la part de la subvention reçue au titre de dépenses qui n'ont finalement pas été engagées (et non reconnues en produits), sur un total de 1 775 milliers d'euros de subvention. A ce titre, 797 milliers d'euros ont été reclassés en Autres passifs courants à la date de clôture.

Avance remboursable du programme TUCE:

En 2012, la Société a reçu 77 milliers d'euros, correspondant à la première échéance de l'avance remboursable pour ce programme. Les remboursements seront effectués en fonction des ventes futures de produits issues du projet, et s'étaleront sur une période de 8 années consécutives au maximum. Dans la mesure où la fin du projet est prévue en 2016, aucun remboursement ne devrait être effectué avant cette date. Les remboursements pourront excéder le montant nominal encaissé, mais en l'absence d'estimation fiable des montants à reverser, aucun montant complémentaire n'a été comptabilisé.

Financement par cession de créances:

Un contrat d'affacturage, signé en date du 12 décembre 2013, donnait la possibilité de financer les créances clients de la maison mère à hauteur de 85%, dans la limite des assurances crédit idoines accordées.

Ce contrat a été résilié avec prise d'effet en date du 31 décembre 2014. Ce contrat n'a donc plus d'impact dans les comptes à la clôture de la période, tandis qu'au 31 décembre il générerait une créance de 64 milliers d'euros correspondant aux dernières positions clients non dénouées.

Indemnité de rupture

En cas de cessation de sa fonction de président du directoire, pour toute autre raison qu'une faute lourde ou grave, il a été prévu pour M. Egelund, une rémunération d'un montant au maximum égal à son salaire annuel brut et soumis à la constatation par le conseil de surveillance de conditions de performance.

30.5. Engagements reçus

Le montant des créances clients à la clôture fait l'objet d'une clause de réserve de propriété prévue dans les conditions générales de vente, au bénéfice du groupe

Le groupe bénéficiant du concours d'OSEO dans le cadre du financement de ses activités de Recherche et Développement, a reçu des engagements destinés à financer une partie de ses futurs travaux, qu'il s'agisse de subventions d'exploitation ou d'avances remboursables :

- **Les engagements et produits encaissés sur subventions se détaillent comme suit :**

	Subventions encaissées					Montant de l'aide au Contrat	Solde à recevoir
	Avant 2013	2 013	2 014	30 juin 2015	Total Cumulé		
<i>En milliers d'euros</i>							
ICARE - OSEO	1 775				1 775	2 838	1 063
DARMUS- DGA	645				645	645	
CARDIO - ANR	172	43			215	215	
TUCCIRM - ANR	126				126	126	
Elastobus - OSEO	454				454	454	
TUCE -OSEO	1 014		13		1 027	1 208	181
Micro Elasto - ANR	56			130	186	186	
PLIK - OSEO	40		14		54	133	79
PLIK - Pays d'Aix	24		1		25	80	55
PLIK - PACA						80	80
BITHUM - ANR	47	24	24		94	118	24
IDITOP - OSEO	100		167		268	335	67
IDITOP - PACA			59	93	152	250	98
Cartographics - INCA INSERM	40	67		27	133	133	
Capacité - BPI			62		62	206	144
Total	4 493	133	340	249	5 215	7 006	1 791

(1) Confère note 35.4: non seulement le groupe n'a pas l'intention de solliciter le solde à recevoir de cette subvention, mais va rembourser au financeur une partie des sommes perçues.

- Les engagements reçus relatifs aux avances remboursables se détaillent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Avances Reçues	Remboursements	Solde au 30 juin 2015	Montant de l'aide au Contrat	Engagements à recevoir
ICARE - OSEO	863		863	3 039	2 176
TUCE - OSEO	77		77	407	330
TOTAL	940		940	3 446	2 506

30.6. Droit individuel à la formation

Au 30 juin 2015, le total des heures apportées au Compte Professionnel de Formation (CPF), précédemment acquises sous le régime du Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élevait à 7 634 heures pour l'ensemble du personnel de la société française.

Les 2 376 heures acquises au titre de l'exercice 2015 ouvriront des droits à la formation au 1^{er} janvier 2016.

31. Transactions avec les parties liées

Les parties liées correspondent exclusivement aux membres du directoire et du conseil de surveillance.

Tel qu'indiqué dans les faits marquants de la période en note 1.2, leur composition a évolué depuis le 31 décembre 2014, mais cela n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat de la période.

32. Évènements postérieurs à la date de clôture

Néant.

33. Facteurs de risques

Les facteurs de risques tels que décrits dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers n° R15-027 du 31 décembre 2014 n'ont pas évolué de façon significative à ce jour.

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARESXPART AUDIT
26, boulevard Saint-Roch
B.P. 278
84011 Avignon Cedex 1
S.A.S. au capital de € 131.922

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Nîmes

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SuperSonic Imagine
Période du 1er janvier au 30 juin 2015

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SuperSonic Imagine, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Avignon et Paris-La Défense, le 11 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

ARESXPART AUDIT
Laurent Peyre Frédéric Gregnanin

ERNST & YOUNG et Autres
Frédérique Doineau Franck Sebag

SUPERSONIC imagine

